n° 674 du 18 au 25 octobre 1975 3 F50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune socialiste

PSU

à Porto, Azevedo a cédé...

l'action de masse a payé

(Photos : Mularoni (Fotolib) p1,21 — Pottier p4 — Maillac (Fototib) p7 — Collombert p 8 — Buisson (Fotolib) p 17 — AFF p 22 — AFF p 22 — Abramoirci (Fotolib) p 23 dr p

Sommaire

- **LOI FONCIERE : Galley et les promoteurs**
  Ce que nous promet l'urbanisme giscardien ..... p. 4-5
- **ELECTION : Les armes de Chatellerault** ..... p. 4-5

- **SOCIAL : Les usines de la peur** ..... p. 6-7
  Un dossier sur la répression chez Peugeot, Citroën, Chrysler...
- **SALARIES AGRICOLES : Les damnés de la terre** ..... p. 8

- **UNITE POPULAIRE ET INTERNATIONALISME**
  Les propositions du bureau national du PSU pour le débat sur les questions internationales, en prévision du Conseil national des 22 et 23 novembre
- **Un cahier spécial détachable de 8 pages** ..... I à VIII

- **PRISONNIERS : le CAP en vente massive** ..... p. 9
- **ETUDIANTS : la rentrée du MARC** ..... p. 9
- **LIVRE : H. Weber et la conscience de classe** p. 10
- **ARMEE : la grande muette l'ouvre** ..... p. 11

- **PORTUGAL : quel « ordre » ?** ..... p. 12
- **« VIVA PORTUGAL » : la révolution sur le vif** ..... p. 12-13
  Une interview de Serge July

- **ESPAGNE : la marche sur Hendaye** ..... p. 13

- **URSS : la « maladie » de Léonid Pliouchtch** p. 14
- **LIBAN : la fin du miracle** ..... p. 15

Pour préparer une formule nouvelle

TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

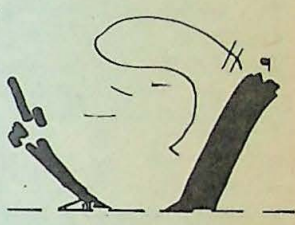
● **Adressez votre soutien financier au PSU « Soutien TS » CCP 14 020 44 Paris**

Nom :
Adresse :
Montant du don :

● et abonnez-vous à TS...

Un nom : .....
une adresse : .....
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



Solidarité Espagne :

un Français dans les geôles de Franco

Paul Urvoy, 25 ans, originaire de Derval (Loire-Atlantique), en vacances dans le pays basque espagnol, a été arrêté le 28 août et est toujours détenu comme prisonnier politique à la prison régionale de Basauri, près de Bilbao.

L'accusation retenue contre lui et qui ne lui a été notifiée officiellement que le 19 septembre est : « **Participation à une manifestation d'hostilité au régime** » (qui a eu lieu le 26 août à Bilbao). Or Paul Urvoy n'a pas participé à cette manifestation : des témoins ont déposé en ce sens. Mais l'appareil répressif espagnol n'en a cure et lui applique dans toute sa rigueur le régime des prisonniers politiques : il n'a pu voir son avocat, pour la première fois, que le 15 septembre ; ses parents, qui s'étaient déplacés de Bretagne pour le rencontrer, n'ont pas été autorisés à le voir...

En fait, le « crime » de Paul Urvoy est d'être l'ami d'une famille notoirement connue dans la région de Bilbao pour ses opinions autonomistes. Dans une lettre récente, il déclare n'avoir pas vu son avocat ni le consul depuis douze jours et il ne sait toujours pas quand il sera jugé. Or actuellement, du fait des lois d'exception, Paul Urvoy peut attendre encore des mois avant d'être traduit devant une juridiction où, on s'en est aperçu, les droits de la défense sont bafoués.

Seul le gouvernement français a la possibilité d'intervenir auprès de Franco ; mais pour le moment, rien ne bouge de ce côté-là... C'est pourquoi un comité de soutien à Paul Urvoy s'est créé à Derval (L.-Atl.) et que d'autres se mettent en place, afin que se dessine un mouvement d'opinion, seul espoir d'obtenir cette intervention. ■

ts HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :
Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAULT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Administration** : 566.45.37 - **Publicité** : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Précision :

La fédération PSU de Tarbes précise que les actions antifranquistes du 29 septembre ont été menées conjointement avec la LCR et la MJCF.

Calendrier politique

MEETINGS PSU

● Le 24 octobre, à Saint Dizier, avec Geneviève Petiot.

● Le 24 octobre, à Bourges, avec Michel Mousel, Maguy Guillien, et Benoist.

● Le 26 octobre, journée d'étude de la fédération des Charentes, avec Victor Leduc.

● Le 24 octobre, à Annecy avec Victor Leduc et Nady Granier.

● Le meeting du 30 octobre à Clermont-Ferrand est annulé.

● Le meeting prévu le 7 novembre à Noisy-le-Sec aura en fait lieu à Saint-Denis.

Meetings Portugal

● A la faculté d'Orsay, un meeting s'est tenu le mercredi 7 octobre à l'initiative de **la Gazette militante,** journal pour l'autogestion socialiste. Cent cinquante enseignants, chercheurs, techniciens et travailleurs ont débattu avec Fernando Marques (LUAR) et Pedro Rodrigues (MES).

● Un meeting public a été organisé le mardi 14 octobre par les groupes d'entreprises PSU du 9ème arrondissement de Paris (PTT, banque, SNCF, hôpital, assurances) ; il a permis un large débat avec Pedro Rodrigues (MES), Jacques Laurent et Alain Joxe (commission internationale du PSU).

Courrier

● Le PS portugais « ennemi principal » ?

Où est la droite au Portugal ? A la lecture de l'article d'Alain Joxe (TS n° 773), on reste perplexe : est-ce le PS, ou le PPD et le CDS ?

Comment peut-on comparer le PSP avec la démocratie chrétienne chilienne ? Comment peut-on dire : « **Il aurait fallu aussi que le PCP ne soit pas si stalinien** » ? *(sic).*

La suite est encore plus dangereuse politiquement : Mais quand on est au moment militaire, et pas au moment des élections, ce n'est pas l'élaboration d'un programme de transition ou d'une stratégie économique qui peut renverser le rapport des forces, ni la signature d'une plateforme démocratique avec le PS qui pourrait, maintenant, freiner, le but stratégique de classe que s'est donné la bourgeoisie portugaise et européenne (...) »

L'heure est plus que jamais : à l'élaboration d'un programme de transition au socialisme ; à l'unité d'action à la base et au sommet entre toutes les organisations du mouvement ouvrier (PS-PC-extrême-gauche) permettant de réaliser l'unité de la classe ouvrière et l'alliance avec la paysannerie pauvre et la petite bourgeoisie urbaine. La bourgeoisie doit quitter le gouvernement en la personne du PPD !

Contrairement à la DC chilienne, le PSP n'est pas une organisation bourgeoise mais ouvrière, non pas seulement par son insertion sociale, mais aussi par son programme et par son origine. Bien sûr, sa direction est réformiste et contre-révolutionnaire, mais comme celle du PCP qui aujourd'hui se bat sur une ligne ultra-gauche (« l'ennemi principal » est le PS), suivie en cela par le FUR.

PSU « Facultés »-Aix-en-Provence ■

le juge Pascal, inculpeur inculpé

Ce qu'on appelle la « justice »

Ils ont osé. Et le juge Pascal, sur plainte du notaire de Bruay en Artois, se retrouve de l'autre côté de la barre. Pour un article dans **Paris-Match** où il faisait le point sur l'instruction du meurtre de la petite Brigitte Devaewre, l'inculpeur devient à son tour inculpé. Et le bouillant juge du nord risque d'être le seul en définitive à payer la note de toute cette affaire. M. Pascal était déjà le juge le plus dessaisi de France : on n'a pas oublié la manière fort peu civile dont lui a été retiré le dossier de la catastrophe minière de Liévin, après celui de l'assassinat de la petite Devaewre Sera-t-il bientôt le magistrat le plus inculpé de l'hexagone ?

Mais s'il n'y avait que Pascal...En fait ce qu'on appelle la « justice » fait parler d'elle de plus en plus dans le pays. Elle est sous les projecteurs ; elle passionne les justiciables ; elle agite les journaux, les partis, les syndicats. Elle est prise à partie. « L'affaire Charette » le prouve : ce jeune juge, qui est du même ressort que M. Pascal, a mis le doigt sur le scandale des accidents du travail et fait emprisonner un patron. Son initiative a déchaîné aussitôt les passions et provoqué en quelques jours une grande mobilisation de l'appareil judiciaire — et notamment du ministère — qui a permis la libération rapide du chef d'entreprise.

Certes — pour parler un langage qui n'est pas tellement le nôtre — cette « agitation » n'est pas trop propice à l'exercice « serein » auquel prétend la justice bourgeoise. Mais respecte-t-elle en ce domaine ses propres préceptes ? En fait, sa pratique du « secret » judiciaire est étrangement sélective. Comme si le « devoir de discrétion », la nécessité impérieuse du « secret de l'instruction » ne s'appliquaient qu'aux affaires ne mettant pas en cause l'ordre établi. Comme si les Parquets et chambres d'accusation — bras séculiers du ministère, et donc sensibles à toutes les pressions — ne choisissaient pas eux-mêmes de rendre ou non publiques les instructions les plus gênantes pour le maintien de leur ordre.

Mais des magistrats, prenant à la lettre les principes dont se pare la justice, sont en train de casser le beau jouet. Ils sont de plus en plus nombreux à refuser de jouer, sur ce théâtre dont on ne voit que l'avant-scène, des rôles d'ombres, des rôles de composition, des rôles d'acteurs muets et complices. Comme le juge lillois Dujardin, qui avait révélé les dessous d'une affaire à une journaliste afin de sortir l'instruction des ténèbres où on veut la maintenir, et qui a été aussitôt dessaisi.

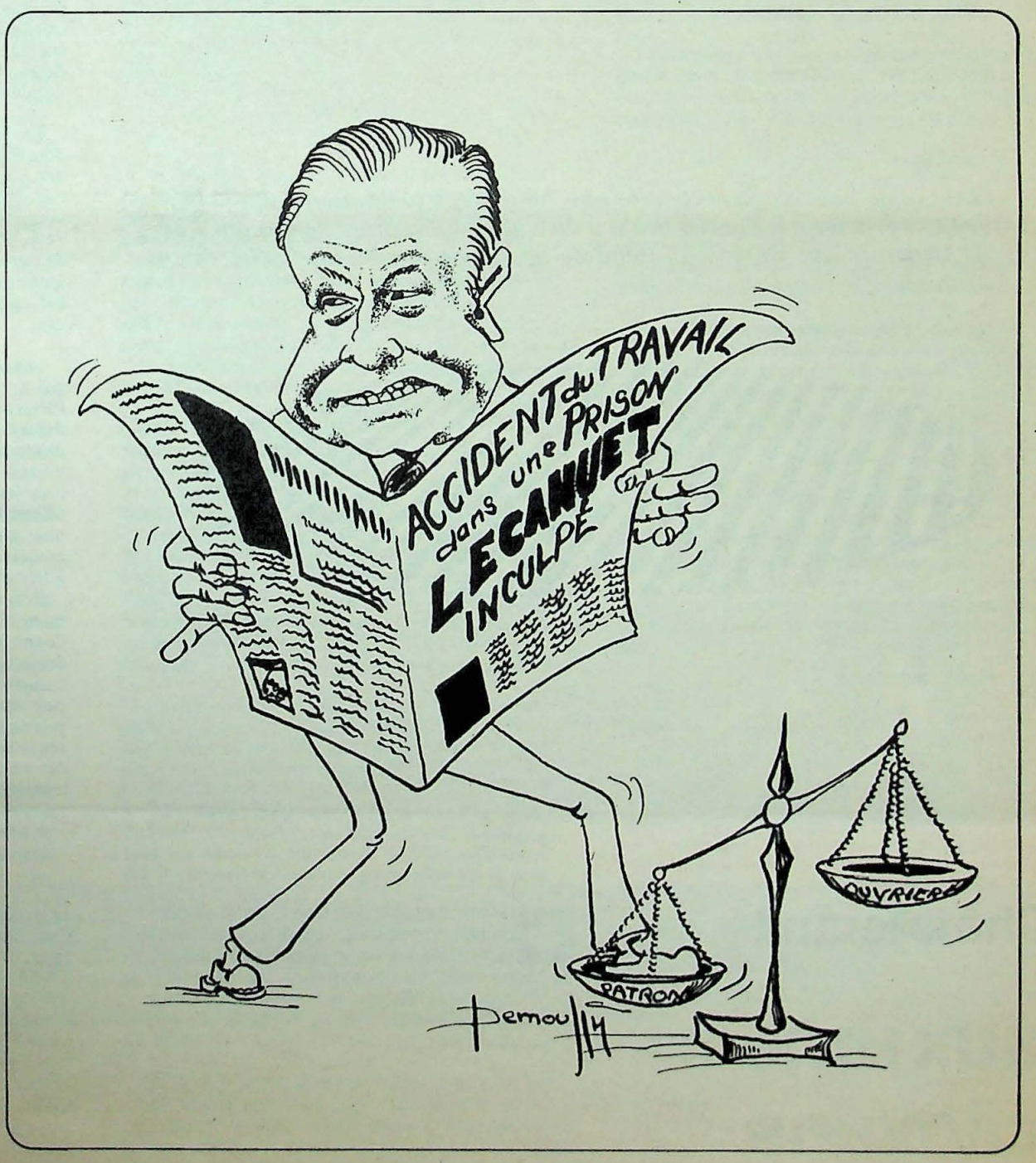
Cette démarche a été reprise à son compte par le Syndicat de la magistrature qui, en quelques années, grâce à la pertinence de ses interventions, a réussi à mettre en évidence de l'intérieur le caractère de classe de la justice française. Ce n'était pas tâche facile : il n'y a qu'à voir par quel concert de vociférations a été accueillie l'incarcération du patron des Goudrons, Huiles et Dérivés décidée par le juge Charette...

Si bien que de plus en plus, décidément, la bourgeoisie a quelque peine à reconnaître une justice qu'elle croyait entièrement vouée à son service ; et qu'elle semble décidée aussi à reprendre les choses en main, comme le prouvent les interventions répétées du ministre Lecanuet sur les ondes, ses avertissements aux juges syndiqués, ses plaidoyers pour la fermeté et la peine de mort, etc.

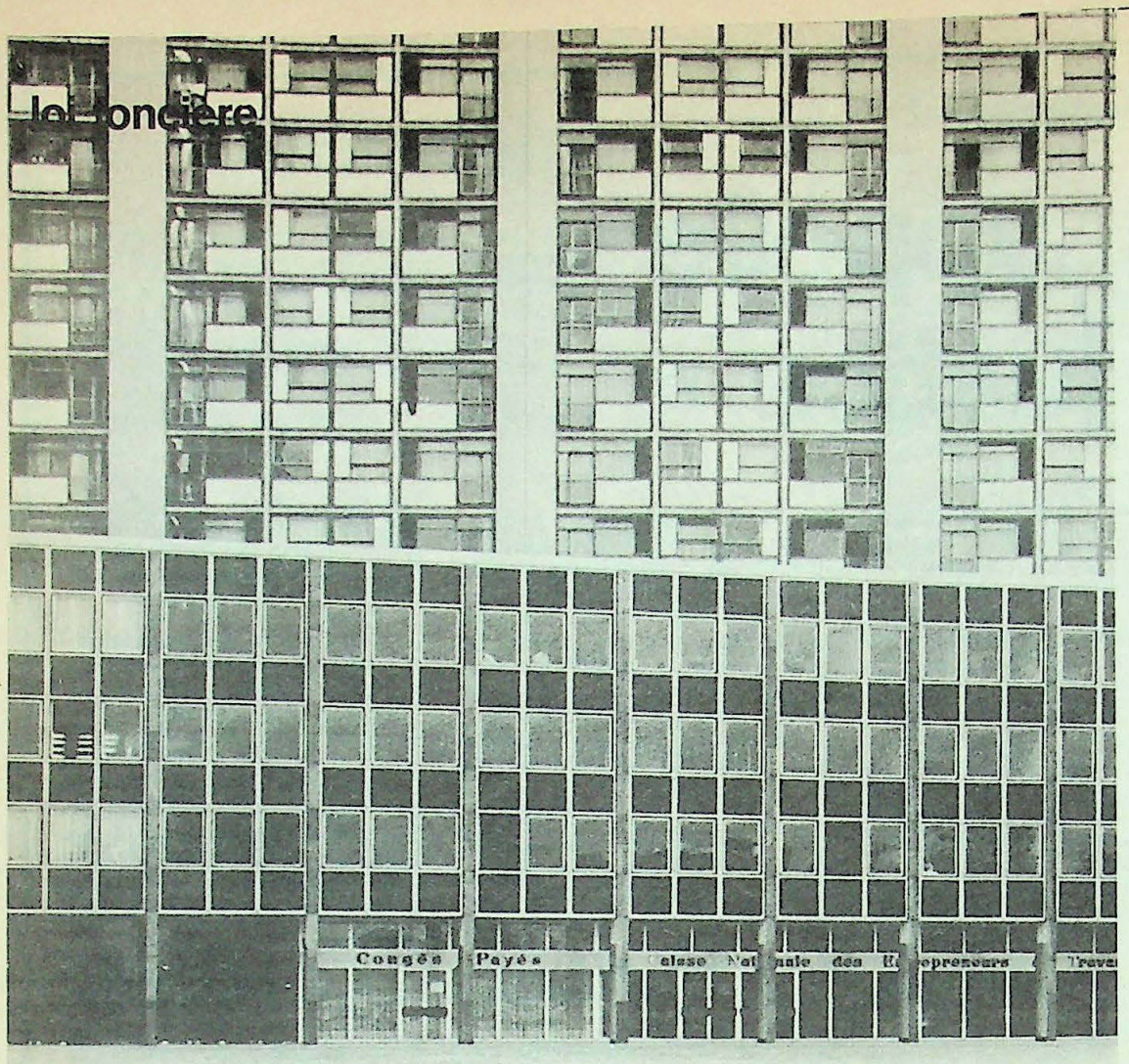
Car, ces initiatives, très isolées au début, ont fait école. Déjà, dans plusieurs affaires récentes, les tribunaux ont condamné les vrais responsables, ceux qui organisent, ménagent, tolérent des conditions de travail invivables et s'accommodent trop facilement des accidents qui en découlent : les patrons, directeurs ou propriétaires des entreprises.

Ainsi aujourd'hui, dans le procès qui est fait à cette violence institutionnalisée, celle que subissent les travailleurs, la parole est maintenant — grâce à des juges comme Charette ou Pascal — à la véritable accusation. La tâche de la gauche et des révolutionnaires est évidemment d'appuyer cette contestation qui révèle une fois de plus que la crise est au cœur même de la société bourgeoise.

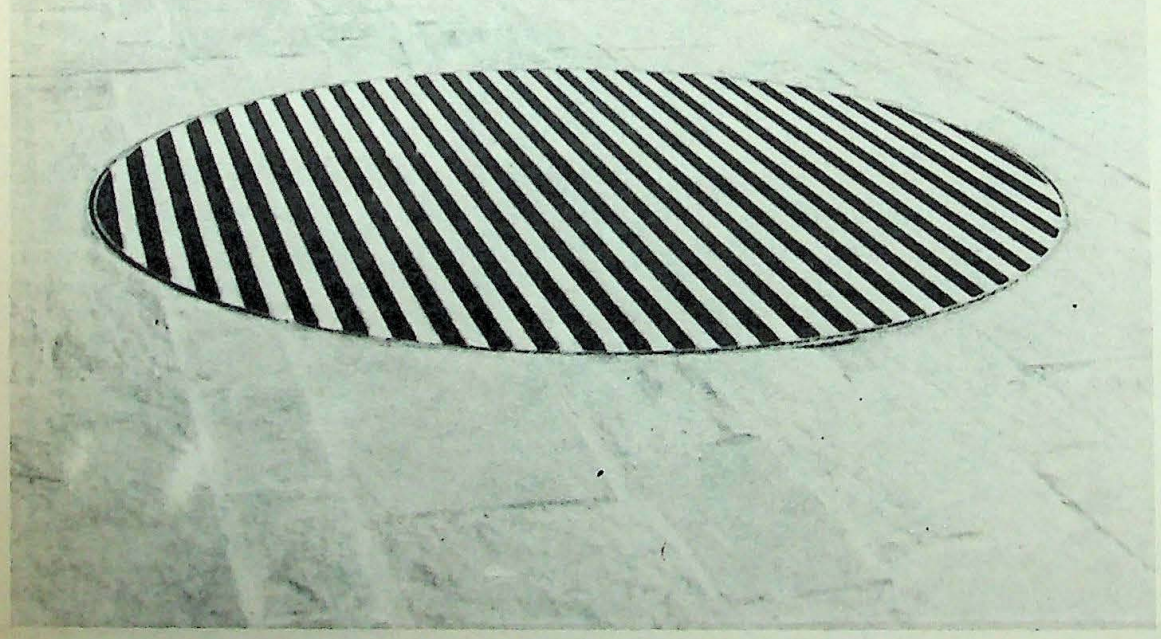
Alain TLEMCEN
Philippe MARIELIE



loi foncière



Giscard ne pouvait pas attendre plus longtemps pour ouvrir, par le biais de la loi foncière, le dossier brûlant du cadre bâti et proposer les réformes de structure que l'opinion attend de lui sur ce terrain particulièrement brûlant.



Galley deblaie le terrain pour les promoteurs

Les effets de la politique suivie par les divers gouvernements qui se sont succédés depuis 15 ans sont de plus en plus mal supportés, en effet, par la grande masse de la population. Le cadre bâti subit de plein fouet les effets d'une urbanisation accélérée livrée aux lois du marché et à la concurrence des entreprises capitalistes.

De l'Etat maître d'ouvrage et responsable du logement social d'avant 1950, on est arrivé aujourd'hui aux groupes bancaires aménageurs soutenus par l'effort public et les organismes institutionnels. En résultent une spéculation foncière galopante, une grave pénurie de logements sociaux, une inadaptation de la construction à la demande solvable et la relégation des travailleurs de plus en plus loin du centre des villes.

Le saccage du cadre de vie accompagne une densification des opérations immobilières autour des noeuds de circulation et leur paralysie. Les opérations publiques et leurs équipements provoquent l'implantation parasitaire des constructions privées qui profitent des aménagements et des services sans en supporter les coûts. La distance qui sépare les zones d'emplois et d'habitat est aggravée par les problèmes de transports, etc.

Les objectifs de la loi foncière de 1967 étaient, selon son rapporteur M. Bozzi, de donner à l'Etat et aux collectivités locales les moyens juridiques de maîtriser le phénomène capital de la croissance urbaine. En 1975 les tours défigurent le centre des villes ; on tente de stopper l'opération Italie lancée pourtant avec la bénédiction officielle ; les ZAC privées imposent leurs lois aux municipalités qui sont privées de pouvoirs aussi bien juridiques que financiers et sont tenues à l'écart des organismes officiels d'études.

Sans présumer des intentions du gouvernement, le moment semble peu favorable, étant donné la crise et le climat social, pour entreprendre les grands bouleversements qu'exigerait l'attaque sérieuse de tels problèmes. Giscard espère peut-être que les projets mis en discussion lui permettront de retrouver un second souffle s'ils réussissent à persuader l'opinion que l'ébauche de mesures significatives témoigne d'une volonté de renverser la vapeur, au moins dans certains secteurs névralgiques.

Châtellerault

aux urnes, citoyens

De sondage en élection législative partielle, les tendances qui affectent l'électorat français dans la période actuelle se réaffirment. La consultation de dimanche dernier, dans la Vienne, n'est pas de ce point de vue d'une grande originalité. Mais elle est, à nouveau, significative.

La première leçon, c'est la difficulté de la « nouvelle majorité » giscardienne à faire le plein des voix, jadis divisées, des gaullistes et des centristes : le triste Abelin n'obtient que 49,4 % des suffrages exprimés, contre 61,2 % pour le total Centre démocrate et UDR en 1973.

Et la seconde constatation, c'est bien sûr, et d'abord dans les zones urbaines, la poussée du PS, qui gagne non seulement en pourcentage de suffrages exprimés (22,5 % contre 15 % en 1973), mais même en nombre de voix (gain de 2 216 électeurs), malgré la forte augmentation de l'abstention. A l'évidence, le progrès du PS se fait « tous azimuts », sur des

Effectivement R. Galley semble avoir choisi cette optique en privilégiant trois thèmes d'interventions : la densification du centre des villes, la hausse spéculative du prix des terrains, l'insuffisance des moyens financiers et juridiques qu'ont les municipalités en matière d'aménagements sociaux et d'acquisitions de terrains.

Trois thèmes d'intervention

Fanton renouvelle l'amendement qu'il avait déjà vainement proposé lors de l'adoption de la loi foncière de 1967 ; il repose le problème de l'impôt foncier annuel basé sur la déclaration du propriétaire. La taxe d'urbanisation votée en 1967 n'est toujours pas appliquée : on peut rappeler que Chalandon en 1968, Guichard en 1974 n'ont pas eu plus de succès en relançant le thème de l'imposition du capital foncier. Le débat sur ce projet a le mérite d'éclairer l'opinion sur les positions politiques des intervenants vis-à-vis du capitalisme foncier.

Le projet Galley menace-t-il oui ou non le droit de propriété ? Lui-même s'en défend. Dubedout prétend que ce droit sera renforcé mais les propriétaires immobiliers disent qu'il contient en germe sa disparition.

Actuellement les parcelles de terrain dans les villes où a été établi un plan d'occupation des sols (COS) sont affectées d'un coefficient de densité qui fixe le nombre de m2 qu'on est autorisé à construire par m2 de terrain. Ce coefficient varie selon la situation du terrain par rapport au plan d'urbanisme (POS) ; plus ce coefficient est élevé, plus le propriétaire peut majorer le prix de son terrain en vertu du principe que le droit de construire est attaché au sol. Cette plus-value est créée du fait des règlements d'urbanisme qui prennent en compte les équipements amenés à desservir les constructions projetées sur la parcelle.

Un risque calculé

Le projet Galley fixe uniformément ce coefficient à 1. Si le propriétaire est autorisé à construire au-delà de ce plafond légal de densité (1m2 de plancher par m2 de terrain), il devra verser à la commune une somme correspondant au prix de la surface de terrain qui aurait été nécessaire pour construire les m2 en surplus.

Effectivement la loi limite l'exercice du droit de construire des propriétaires et fait, par contre, bénéficier la collectivité de ses efforts d'équipements. C'est une limitation de la liberté d'usage du sol et une affirmation des prérogatives de la collectivité. Une journaliste du **Monde** voit là **« une municipalisation partielle du droit de construire ».**

Galley justifie ainsi son projet :**« le droit de propriété est déréglé »**, il convient de mettre fin à la collectivisation systématique... **« limitons le droit de construire puisque c'est l'abus de ce droit qui engendre le désordre »**... Il se défend de vouloir **« démembrer le droit de propriété »** mais prétend en défendre le principe en luttant contre les abus et les injustices.

La réaction du représentant de l'Union nationale de la propriété immobilière est significative à cet égard. Elle va aussitôt à l'essentiel : le propriétaire sait que la légitimité de la rente foncière est remise en question. **« Comment peut-on dissocier, dit-il, le droit de construire du droit de propriété... la loi Galley contient en germe sa disparition, car qui ne peut construire ne possède plus rien ! ».**

Marx a déjà démontré par la théorie que le sol en lui-même n'a aucune valeur vénale. Les propriétaires sont amenés à le découvrir dans la pratique vécue des contradictions du système capitaliste.

Ce n'est pas cette théorie qu'invoque le ministre bien évidemment. Mais le système capitaliste, poussé à la limite de ses contradictions dans le procès de production du cadre bâti, se heurte à de telles difficultés que, sur ce terrain, il est acculé à sacrifier quelques parcelles des fondements mêmes de son pouvoir pour sauver l'essentiel.

Ici le gouvernement prend le risque calculé de mécontenter une certaine couche sociale qui ne représente pas les forces vives de l'économie, du moment qu'il pense par là redonner plus de vigueur au grand capital sur lequel il a décidé de s'appuyer dans son plan général de restructuration.

de fructueux marchés

Ph. Mariélie a remarqué fort justement la semaine dernière dans ces mêmes colonnes que les promoteurs se taisaient pendant ces débats. Ils savent bien que rien ne les menace, au contraire. On compte qu'ils vont se charger du fructueux marché de la production de masse de logements pour revenus moyens ; ils ont besoin pour cela que le sol devienne une simple matière première à un prix compatible avec le taux de profit que l'on doit trouver dans ce type de production. Ils savent que cela se fera.

Le projet Galley ne les dérange pas. Le prix total du terrain ne sera pas finalement augmenté par le fait qu'il sera partagé entre deux ayant droit. Personne n'a remis en cause la procédure des ZAC qui leur permet d'échapper aux taxes et contraintes diverses. Ce n'est pas dans le centre des villes qu'ils cherchent maintenant les vastes espaces constructibles nécessaires à leur ambition. La crise est actuellement un problème beaucoup plus grave pour les promoteurs que la municipalisation des sols du Programme commun ou l'impôt foncier de M. Fanton.

Ce débat public a valeur de test et d'information. Il permet d'évaluer le degré de combativité des défenseurs de la rente foncière et la portée sur l'opinion de leurs arguments.

De telles empoignades publiques sur la nature de la spéculation foncière démontrent, mieux que tous les discours, l'injustice de l'accaparement par les propriétaires d'une plus-value qui ne leur doit rien. C'est la quatrième fois que l'on tente de les contraindre de restituer sous forme d'impôt une partie de cette plus-value injustement récupérée par eux aux dépens de la collectivité ; notons que le gouvernement ne soutient pas ce projet fiscal. Ces révélations ont des chances d'amener l'opinion publique à approuver qu'on torde le cou à la charge foncière. C'est un test aussi pour la gauche révolutionnaire quand elle voit la gauche traditionnelle se rassembler pour défendre un impôt foncier qui a été conçu comme le dernier rempart de l'économie libérale face à la municipalisation des sols. Le gouvernement voit d'ailleurs un espoir d'ouverture dans le fait que la gauche, sur ce point, converge avec des éléments de la droite. Ce débat révèle aussi que les partisans et adversaires de la loi ne se répartissent pas exactement selon les clivages politiques traditionnels mais selon les images qu'ils se font de l'avenir de la société française. Cette image n'est certainement pas la nôtre.

Enfin ce débat n'a jamais abordé la signification sociale de l'urbanisme actuellement pratiqué. On s'en est tenu à l'enveloppe apparente du cadre bâti. Personne ne s'est soucié de savoir comment les travailleurs ressentent la pratique quotidienne de l'aménagement urbain capitaliste. C'est à partir de cette pratique que doivent partir « les réformes de structure attendues ».

C'est le peuple qui doit faire l'urbanisme disent les architectes en colère contre M. Guy et ses promoteurs. Ils découvrent maintenant qu'ils sont, eux aussi, condamnés par les objectifs de production de masse du cadre bâti standardisé où la règle à calculer et le prix de revient du m2 décident une fois pour toutes les limites de l'espace quotidien des travailleurs des villes.

L'urbanisme est non seulement une mine de profit, mais aussi un objet de manipulation économique et idéologique, un instrument de légitimation du règne des classes possédantes.

Il y a une lutte culturelle à mener contre les mécanismes idéologiques et oppressifs d'un certain type d'urbanisme. Il y a aussi une démythification à faire de la fonction d'intégration et de démobilisation de la classe ouvrière que l'on attend actuellement d'un certain type d'animation culturelle dans les grands ensembles.

Les forces révolutionnaires savent les énormes possibilités de changements que représentent certaines formes de résistances et de comportements sur le terrain de la consommation et des équipements collectifs. Certaines expressions massives de refus d'agir selon les schémas imposés peuvent non seulement bloquer un moment le système mais aussi être sources de nouveaux pouvoirs à prendre.

Beaucoup plus qu'une dénonciation théorique de l'urbanisme actuel, il faut refuser ce qu'il veut faire de nous et découvrir ce que nous voulons faire de notre cadre de vie grâce à une remise en cause permanente de type culturel et économique.

Jacqueline Cottez ■

(1) Une proposition d'amendement à la loi foncière en 1967 demandait que soit reconnu le droit au logement : il a été repoussé par 224 voix contre 195. Actuellement dans le centre des villes de la région parisienne, le prix de vente du sol représente une charge foncière égale ou supérieure au prix plafond imposé aux constructions HLM (sol et construction confondus).

électeurs ayant auparavant voté à droite, pour le PC, ou pour l'extrême gauche. Tout cela grâce, une nouvelle fois, à l'exploitation tranquille du slogan anticommuniste :**« nous sommes les seuls à pouvoir rallier suffisamment d'électeurs modérés au second tour pour battre le candidat de la majorité »**. Le candidat de M. Jobert et J. Charbonnel, UDR, appellent au soutien d'Edith Cresson.

L'argument vaut ce qu'il vaut, mais il paie. Il paie même si le candidat — en l'occurence la candidate — socialiste est parachuté : l'électeur s'attache désormais plus aux étiquettes nationales qu'à l'implantation du candidat et de son parti.

Et une fois de plus, le PC fait les frais de l'opération.

Reste que, mathématiquement, il n'est pas impossible de battre Abelin, candidat du pouvoir et, en tant que ministre de la Coopération, porte-parole du néo-colonialisme français. Surtout si certains abstentionnistes du premier tour, qui ont pu être désorientés par certains arguments de campagne, viennent voter dimanche prochain.

C'est souligner tout le sens de l'appel du Bureau national du PSU aux électeurs de la Vienne, leur demandant **« de faire triompher la candidate qui représentera toute la gauche dans ce scrutin, Edith Cresson »** et souhaitant**« que cette bataille soit livrée dans la plus large unité des forces populaires, et qu'à travers les manifestations concrètes, des progrès substantiels soient accomplis pour l'action unie de tous les travailleurs. »**

G.H. ■

LES USINES

Dans les usines, la politique délibérée d'affrontement que développent le pouvoir et le patronat utilise de nombreuses armes : licenciements des délégués syndicaux, refus de négocier, expulsions. En juin dernier, le conflit chez Chausson révélait l'arrivée massive de milices armées recrutées auprès d'officines genre ACDS, SITER ou carrément dans les rangs de l'extrême droite.

La riposte du mouvement ouvrier fut une manifestation sur les libertés. Le PCF la contrôlait totalement. Il est vrai que le pouvoir s'attaque en priorité au PCF, comme l'a révélé l'offensive contre les élus communistes qui voulaient faire respecter le droit aux luttes politiques dans l'entreprise. La récente inculpation de Marcel Trigon, maire communiste d'Arcueil, sur plainte de Durafour ministre du Travail, pour avoir occupé avec des travailleurs de Valstar, les bureaux de son ministère le montre à nouveau. En 1973 le même Durafour, alors maire de Saint-Etienne, avait fait protéger par la police l'évacuation d'une milice armée recrutée par Peugeot qui, après avoir matraqué des militants du piquet de grève, avait occupé l'usine de Peugeot-Saint-Etienne. Les travailleurs venus les déloger n'ont jamais eu justice.

Ce même Durafour prétend avoir fait intervenir la direction départementale du travail lors des récentes élections à Simca-Chrysler. Le contrôle a été insignifiant.

Cette offensive de la bourgeoisie est préparée depuis longtemps. C'est toute la classe ouvrière qui est visée. Dans l'automobile comme ailleurs, il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises victimes. La volonté de l'épreuve de force que le patronat montre dans chaque conflit, la répression permanente, sont nécessaires à la bourgeoisie pour, à travers la crise actuelle, faire d'une pierre deux coups : restructurer et casser la combativité ouvrière. Pourtant la combativité ouvrière n'en finit pas de se manifester : séquestration, occupations se multiplient, obligeant très souvent les cadres à choisir leur camp. A Poclain, ils ont fait grève avec les travailleurs. Mais dans l'affaire Chapron, ils se sont rangés du côté du patronat et de la justice bourgeoise. Chez Bléreau (Vienne) où 11 cadres ont été sequestrés, la CGC a appelé le 10 octobre à une grève de protestation. A Inno-Montparnasse, la maîtrise essaie de casser la grève. Le rôle de la maîtrise et des cadres apparaît clairement dans beaucoup d'endroits : briser les grèves, encadrer le travail, maintenir les privilèges de la hiérarchie, assurer son irresponsabilité face aux accidents du travail.

Le durcissement actuel des conflits et la répression patronale nécessitent une riposte unitaire et coordonnée de la classe ouvrière. Réponses légales tout d'abord : il faut partout se battre pour l'heure d'information syndicale, pour le droit syndical et politique dans l'entreprise, pour des élections libres. Mais, bien souvent, une réponse légale est insuffisante. Lecanuet, Poniatowski, Durafour font chaque jour la preuve que la législation sociale n'est pour eux qu'un vulgaire torchon de papier. L'inculpation du juge Pascal, après son déssaisissement du dossier de la catastrophe de Liévin, en est une preuve supplémentaire.

Alors ? Quelle réplique à l'affrontement ? La violence contre la violence ? Ce n'est pas suffisant car, très souvent, la provocation dessert certaines luttes. Pourtant, dans bien des cas, le refus de l'affrontement permet au patronat de chasser des travailleurs des usines occupées. C'est l'auto-défense qu'il faut savoir dans ce cas organiser. Faute de cette capacité unitaire de riposte, l'usine Chausson d'Asnières fut en juin dernier occupée par des fascistes et les machines de l'usine G de Gennevilliers, indispensables aux patrons pour reprendre la production ailleurs, purent être évacuées.

C'est donc l'idée d'auto-défense ouvrière qui est à l'ordre du jour. C'est un débat politique. On peut l'impulser de façon unitaire en reprenant la discussion sur le rôle des comités de grève, des comités de soutien, sur l'organisation des occupations. A partir de leurs expériences, les 25 et 26 octobre prochain à Besançon, des travailleurs apporteront un début de réponse. Cette semaine nous nous contentons ci-contre, grâce à quelques témoignages, de faire mesurer ce que répression veut dire.

Y. SPARFEL ■

PEUGEOT : MILICES, MILICES ...

La bonne réputation de la société Peugeot à Sochaux remonte aux années 1960-1961. A cette date pour toute la région, la maison payait bien et l'emploi y était sûr. Mais à partir de 1968, date de l'apparition officielle de la CFT (sous la forme de milices musclées), la situation se dégrade très vite et la fusion Peugeot-Citroën amplifie encore ce climat (1).

La technique maison en matière de répression semble parfaitement au point. Elle s'applique d'abord à chaque individu : aucune promotion et augmentation au choix pour les militants ; pas d'embauche pour la famille des militants ; suppression de prêts à la construction ; mutation des travailleurs syndiqués sur les chaînes : interdiction des prises de parole sur « l'autogare » ; contrôle médical maison ; perquisition à domicile.

Ce système se complète par une mise en condition de toute la hiérarchie. Ainsi, récemment, la maîtrise vient de recevoir une note expliquant tout ce que peut faire et ne doit pas faire un délégué et la conduite à tenir en cas d'attroupement dans l'atelier.

La grève devient de plus en plus difficile à Sochaux. Les délégués sont pistés, traqués avant et pendant la grève. Les grévistes doivent obligatoirement quitter l'entreprise. Dès que la grève se prolonge, il y a transfert des fabrications dans une autre usine (Saint-Etienne).

La répression contre les travailleurs immigrés se pratique en plein jour : chantage permanent par la menace de non renouvellement des contrats de six mois ; répression sur la formation ; interdiction (avec méthodes musclées) aux délégués de pénétrer dans les logements des immigrés. Ils payent un loyer, mais n'ont pas droit aux visites.

A Sochaux avec 35 500 salariés, la loi prévoit 76 délégués, soit 1 pour 500 salariés. Si ces 35 500 salariés étaient répartis dans des petites entreprises, ils seraient représentés par plus de 2 000 délégués.

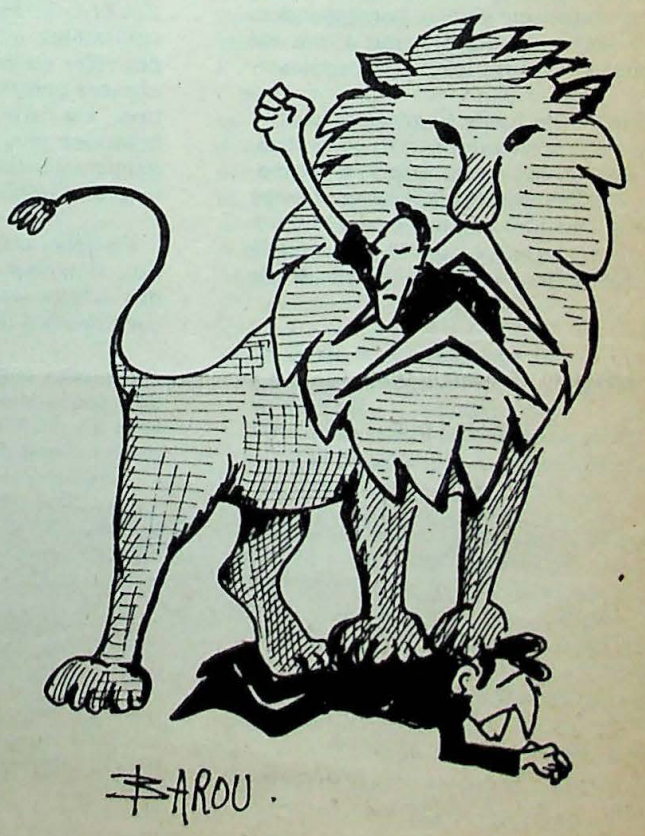
La direction négocie uniquement avec FO, la CFT et la CGC et dénigre complètement la CGT et la CFDT qui représentent 75 % du personnel (83 % dans le premier collège). Elle distribue ses revues **JIP, Vite et loin, Liaison cadres,** pour un matraquage idéologique constant. Peugeot organise aussi des cercles de formation pour la maîtrise et des séminaires pour les cadres.

Peugeot exerce des pressions sur la hiérarchie pour contrôler en dehors de l'usine des associations très diverses, comme les parents d'élèves, les associations sportives et même les conseils paroissiaux.

La répression chez Peugeot semble parfaitement s'inscrire dans la ligne de conduite du gouvernement. Cette politique, il ne suffit pas de la dénoncer, il faut la combattre sur le terrain dans l'unité la plus large.

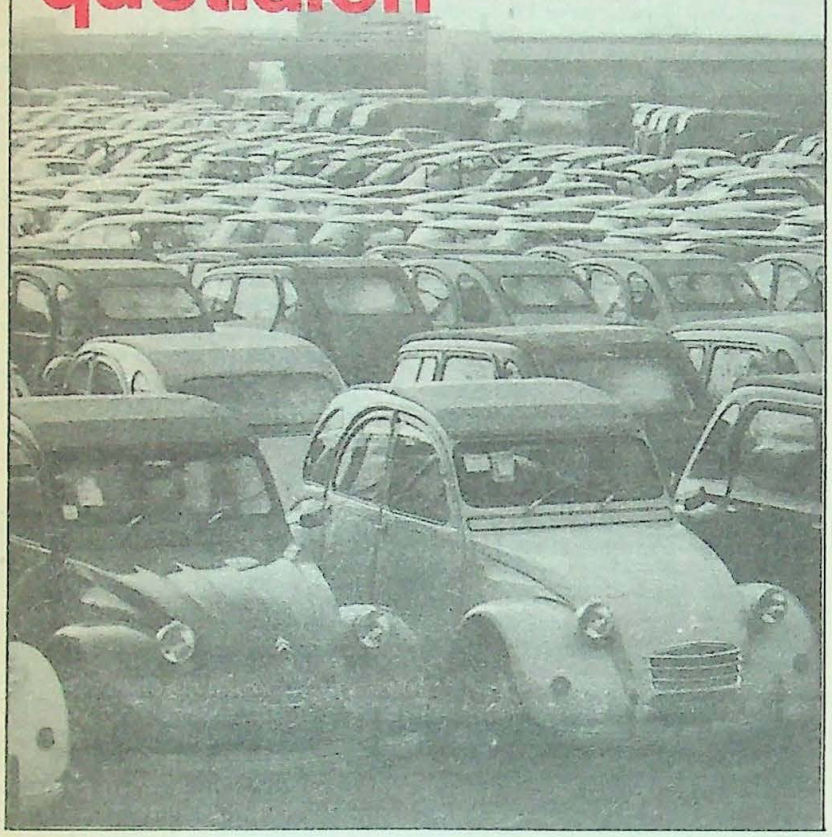
J-C G.

(1) cf. le livre de Angeli et N. Brimo : **Une milice patronale : Peugeot** — Editions Maspero.



DE LA PEUR

citroën : la répression au quotidien



« Allix m'avait prédit des dépressions, il ne s'était pas trompé de beaucoup : il savait de quoi il parlait. J'aurais persisté, c'était l'asile qui m'attendait. Fou, je serais devenu, car tout était fait pour ça ».

Dans son livre **L'Usine de la peur** (Editions Stock), Daniel Bouvet raconte son expérience de délégué CGT à l'usine Citroën de Cormelles-le-Royal près de Caen. Un jour, il a craqué, comme sa femme l'avait fait avant lui. Il a démissionné, pris son compte. Allix, c'est un des agents de service, un des maîtres chanteurs, un des gardes-chiourmes de la CFT-Citroën.

Daniel Bouvet a relevé la tête et décrit son expérience : les surveillances acharnées, les graffitis ignominieux contre sa femme sur les murs de l'usine, les mutations aux postes les plus durs, les interrogatoires interminables, les matraquages, les provocations quand il distribuait un tract, et pour finir les menaces de mort.

Il explique bien l'insoutenable peur au quotidien et les méthodes fascistes de la CFT. Elles ne sont pas toujours spectaculaires, mais elle sont redoutablement efficaces. Cette dénonciation par un militant de base est donc très importante. Elle s'accompagne d'autres témoignages de militants de Citroën et de Chrysler-France. La répression dans l'automobile ne s'applique pas à un cas isolé. C'est une institution patronale qui prend chaque jour de l'ampleur et bénéficie des subsides de Chrysler, Citroën, Peugeot, Berliet, Fiat et autres. Il faudra la faire cesser partout.

Dossier B

Ce dossier fait par des militants ouvriers de Besançon décrit une usine bagne : Bourgeois à Trépillot. Dans cette usine de découpage et d'outillage de précision, les accidents du travail se succèdent, les chefs (des ex-collabos) vocifèrent, la chasse au militant syndical est monnaie courante, les salaires bas (rémunération au-dessous du SMIC). On peut se procurer la brochure auprès de la fédération PSU de Besançon ou à la librairie Syros.

chrysler-france (Poissy) : un contrôle bidon

Des élections professionnelles ont eu lieu chez Chrysler-France, les 9 et 10 octobre dernier. Elles ont confirmé l'omni-présence de la CFT. Pourtant elles devaient être « contrôlées » par le ministère du Travail.

Mais l'expert, désigné le 25 septembre par le juge des référés de Versailles pour vérifier la liste des électeurs, n'a pu accomplir sa mission du fait de la direction. Durafour avait annoncé la réduction de moitié des bureaux de vote (52 bureaux, 104 urnes), permettant ainsi un contrôle plus efficace. Il n'en a rien été puisque la direction de Chrysler l'a refusé et que le ministère s'est dédit. Au contraire la répression a continué : des travailleurs ont été soumis à des menaces pour le cas où ils voteraient CGT. Selon un processus bien rodé, six hommes de la CFT ont contraint par la force un candidat CGT, Mohammed Letim, à donner sa démission « volontaire ». Un autre subit sans arrêt des mutations. Les affiches CGT ont été arrachées des panneaux.

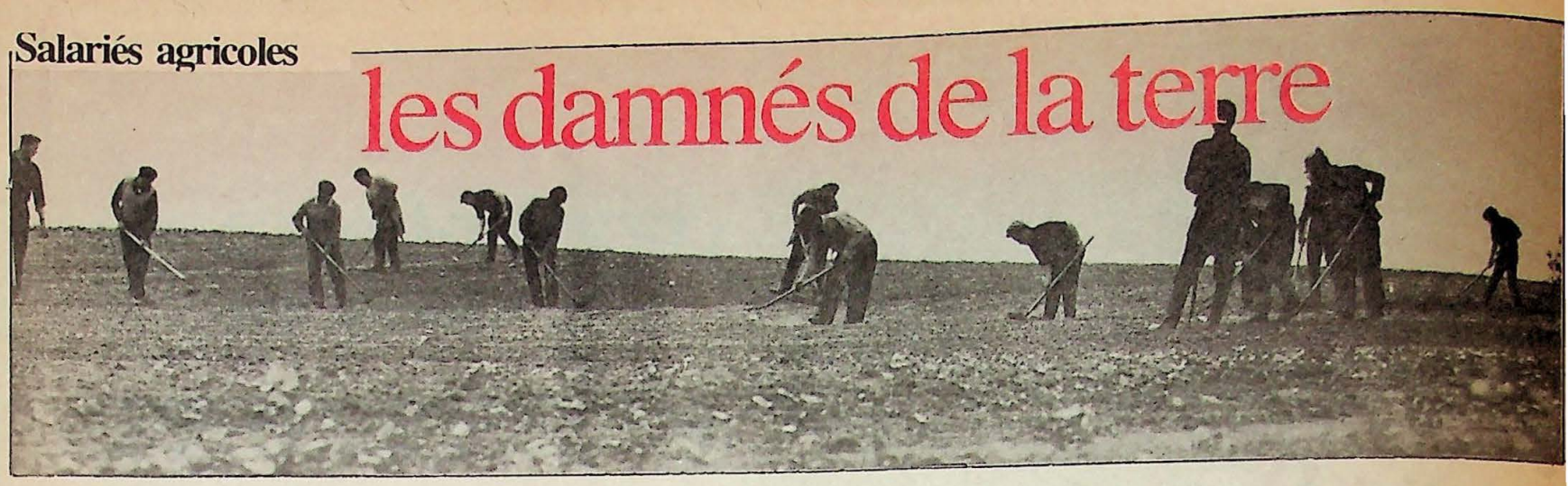
La mission de la direction départementale du travail n'a accompli son enquête que du bout des lèvres. Elle était plus là pour fournir un alibi que pour contrôler la régularité du scrutin. Résultat : CFT 62,7 % des voix ; CGT 15,7 %. Monsieur Durafour et Monsieur Blanc, nouveau secrétaire général de la CFT, nouveau nervi-chef, doivent se frotter les mains et se préparer à casser du gréviste. Leur impunité ne durera pas...

justice et travail

A Lyon un commando qui, le 8 septembre dernier, avait attaqué et blessé des travailleurs de la CESAF (société de louage de main-d'œuvre au service de la SNCF) en grève, a été jugé. Trois hommes : une belle brochette, Rateau, ex-CRS et gardien d'usine à Creusot-Loire, Brandt, membre du commando qui attaquait les grévistes de Peugeot à Saint-Etienne, et un certain Le Thimonier, cadre administratif de la SITER, cette boîte intérimaire qui loue des nervis (ex-OAS, paras, etc.) à Berliet et Peugeot. Ces trois individus ont été condamnés non pas au titre d'actes contre le droit de grève, mais de simples coups et blessures et d'usurpation de fonction (ils s'étaient pris pour de « vrais » flics). Quelques mois de prison assortis de sursis pour ces récidivistes.

Salariés agricoles

les damnés de la terre



Du lundi 20 au samedi 25 octobre, doit se dérouler une grande semaine d'action pour les salariés des différentes branches de l'agriculture. Cette semaine, organisée à l'appel de la FGA-CFDT, sera marquée par des arrêts de travail dans les coopératives et les organismes agricoles et le Crédit agricole. Une journée d'ampleur nationale, avec meetings dans chaque département, est prévue pour le vendredi 24.

Le chômage... une réalité pour les travailleurs du secteur industriel, mais aussi une réalité, hélas trop souvent oubliée, pour les travailleurs des secteurs agricoles et para-agricoles. Les chiffres parlent pourtant d'eux-mêmes. D'après une enquête du ministère du Travail, le taux du chômage en agriculture est très comparable à celui des autres secteurs. Il se situe même dans une « bonne moyenne ».

vres restent les catégories les plus nombreuses et elles constituent 79 % de l'ensemble des sans-travail.

Devant cette situation déjà catastrophique, les travailleurs de l'agriculture se heurtent à une répression patronale très forte. Plus de quarante militants FGA-CFDT ont fait en quelques mois l'objet de mesures répressives. Rappelez-vous les plus célèbres, Pizay, Usson-du-Poitou...

Le chômage en agriculture à la fin du mois de mars 1975.

	Effectifs salariés	demandes d'emploi
Agriculture, pêche, forêts	**359 272**	**16 584 soit 4,6 %**
Industries agricoles et alimentaires	**524 617**	**18 741 soit 3,6 %**
Mécanique générale	**574 494**	**22 038 soit 3,8 %**
Textiles	**408 609**	**17 627 soit 4,3 %**
Habillement	**313 623**	**14 186 soit 4,5 %**

Depuis la fin du mois de mai 1975 (voir notre encadré), la situation ne s'est pas améliorée. La dégradation de l'emploi s'est même fortement aggravée dans l'aviculture, les champignons, le développement agricole et les exploitations agricoles. Comme dans les autres catégories professionnelles, les jeunes sont les plus touchés : 45 % des chômeurs ont moins de 30 ans. Les ouvriers spécialisés et les manœu-

Dans la plupart des cas, le ministre de l'Agriculture se fait le complice des décisions du patronat agricole. Cette complicité favorise la résurgence de comportements fascistes dans les campagnes. Le 14 août dernier, le ministre a annulé la décision de l'inspection des lois sociales qui avait refusé le licenciement de quatre délégués CFDT de la CLHN (Coopérative laitière de Haute-Normandie). Bonnet a demandé la mutation de trois d'entre eux ou leur licenciement en cas de refus...

Les exemples de répression doublée de complicité patronat-gouvernement ne manquent pas. Dans certains organismes agricoles, de véritables milices sont constituées au service des patrons pour casser tout mouvement de grève éventuel. Des action isolées existent... mais très vite elles aboutissent à un échec comme dans le Vaucluse.

Dans ce département à vocation agricole, l'exploitation des travailleurs saisonniers (il en passe des dizaines de milliers par an) est ahurissante. Il n'est pas rare de trouver sur une même entreprise plusieurs salaires pour un même travail. Le Français est payé au SMIC (salaire brut 7,55 F), l'Espagnol à 7 F. et l'Arabe entre 5,50 F et 6,50 F. Le SMIC est le salaire d'un manœuvre : pourtant tous les ouvriers qualifiés sont payés à ce prix.

La loi Balmigère introduisant les quarante heures en agriculture, votée cet hiver, n'est pas appliquée là comme ailleurs de façon égale. Ou les salariés travaillent quarante heures par semaine, et ils voient leurs salaires diminuer. Ou ils travaillent plus de quarante heures, mais les heures supplémentaires ne sont pas comptées comme telles. La plupart des ouvriers travaillant pendant la saison environ 280 heures par mois ne sont payés que 174 heures ; 106 heures de travail qui servent à engraisser les patrons.

Certains travailleurs ont pris conscience de leur exploitation. Ils ont réagi et sont allés demander des explications à leur patron. Celui-ci a sorti son fusil, et les a chassés du taudis qu'il leur avait prêté en guise de logement.

Que faire seul face à un patron, sinon réaliser l'union de tous les travailleurs, ouvriers et paysans, seul moyen de faire face à la classe dominante, la classe capitaliste... Il y a à faire pour ramener les salariés agricoles sur un pied d'égalité avec les salariés de l'industrie et les agriculteurs eux-mêmes. Ne sont-ils pas nettement défavorisés pour ce qui est de leur revenu, de la durée du travail, de leurs qualifications, de leur formation, de leurs conditions de logement et de vie, de la scolarité de leurs enfants, et même de leur retraite ?... Pourquoi ne sont-ils pas considérés comme prioritaires dans l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans ? D'un point de vue juridique et légal, les salariés des professions agricoles sont encore à part.

Un code rural et l'impossibilité de bénéficier des accords CNPF-centrales ouvrières maintiennent ces inégalités sociales. Pourtant, un jour, un ministre et le patronat agricole n'avaient-ils pas décidé de faire disparaître de telles inégalités ?

Alors, au terme d'un été où, de Vaumeilh à Fontevraud, en passant par Braud-Saint-Louis et ailleurs, l'unité ouvriers-paysans a été clamée par beaucoup, ce tour d'horizon des réalités concrètes montre que cette unité n'est encore qu'un grain de blé qui germe difficilement dans un désert de répression. Un désert que seule la prise de conscience collective de tous les travailleurs unis dans la lutte contre le capitalisme permettra de rendre plus fertile.

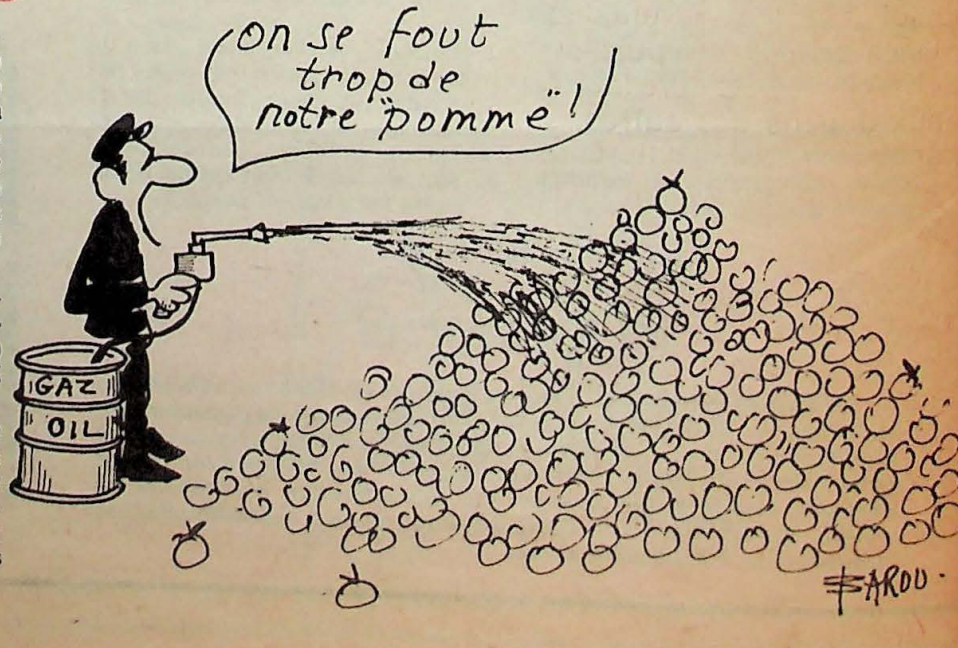
Marc DRONNE

un gaspillage démesuré

1975 : année de surproduction pour les pommes de table. Ce phénomène se produit régulièrement une année sur deux en France et en Europe, tout particulièrement depuis cinq ans. Et, comme toujours en pareil cas, les cours à la production étant très bas, on assiste à la destruction pure et simple d'un tonnage important. Un gaspillage démesuré qui ne fait qu'accroître les divisions de classe tant du côté des consommateurs que des producteurs. Il est le triste résultat d'un système politico-économique qui n'hésite pas à sacrifier la masse des petits paysans laborieux et des petits consommateurs des villes au profit de « gros intérêts privés ».

M. Claude Cheysson, membre français de la Commission européenne, n'a-t-il pas déclaré à Tunis, le 8 septembre dernier, que « **certaines productions européennes (fruits, légumes, vins notamment) devront être réduites pour permettre d'ouvrir plus largement la CEE à l'importation de produits méditerranéens** ».

Pour faire échec à cette politique anti-sociale, il est indispensable que paysans et ouvriers prennent leurs responsabilités et organisent des « ponts » entre les villes et les campagnes, seul moyen de mettre sur pied, tout au long de l'année, une vente directe producteurs-consommateurs entièrement aux mains des travailleurs des villes et des campagnes, tous unis pour vivre de façon plus humaine, plus saine et plus naturelle.



vente massive du journal des prisonniers, le 17 octobre

le CAP, Jésus, Coquatrix...

« Les prisonniers refusent de se taire... » : le journal du Comité d'action des prisonniers (CAP), qui est presque leur seul porte-parole dans la presse, prépare le samedi 17 octobre une vente massive. Mais 50 000 exemplaires dans les kiosques, c'est un objectif « énorme » pour un si petit CAP. **« La magie, c'est à Olympia. Les miracles, c'est à Lourdes »**, se plaignait Serge Livrozet, dans un « papier » destiné à convaincre les sympathisants du CAP de faire l'effort financier et militant correspondant.

Le CAP existe maintenant depuis plus de deux ans : animé par d'anciens détenus, en contact direct avec les prisonniers et leurs familles, il est en butte aux tracasseries de l'administration et de la police qui s'efforcent d'en entraver la diffusion, notamment aux abords des prisons.

Depuis quelques semaines, la gendarmerie de Fleury Merogis fait tout pour interdire la vente du journal aux portes de la plus importante centrale de France. Sous des prétextes les plus divers : interdiction de distribuer à moins de cinquante mètres d'un lieu public ; incitation au désordre, etc. Des ventes collectives, avec l'appui de militants, ont dû être organisées. La diffusion de masse prévue pour le 17 octobre est une réponse à ces difficultés. « On ne pourra compter ni sur Jésus, ni sur Coquatrix... »

Le marc

« Pour un syndicat anticapitaliste des étudiants »

Après l'imposante mobilisation de la jeunesse et des travailleurs le 4 octobre, la rentrée étudiante est à l'ordre du jour, et avec elle la question de la constitution d'une organisation de masse anticapitaliste des étudiants, capable de répondre aux problèmes de l'emploi, de la formation et des conditions de vie.

Lundi 13 octobre, lors d'une conférence de presse, le MARC a lancé un appel dont nous publions, ci-dessous, les extraits principaux. Le MARC a décidé, à partir de propositions d'actions concrètes et d'un projet éducatif global (statut de jeune travailleur en formation), de lancer le débat sur la constitution d'un syndicat étudiant. Dès la rentrée universitaire (15 octobre) l'appel devrait se concrétiser par de nombreuses actions dans toutes les facultés.

Etudiants, qui vous heurtez à la politique d'austérité, de sélection, de chômage du pouvoir .

Etudiants pour qui les luttes à l'Université ne peuvent aboutir qu'en lien avec les travailleurs et leurs organisations.

Etudiants qui vous reconnaissez dans les aspirations au socialisme autogestionnaire issu de Mai 68.

Etudiants qui, le 19 mai 1974, avez placé vos espoirs de transformation de la société sur la candidature de François Mitterrand.

Le MARC vous appelle à vous regrouper dans chaque UER, dans chaque faculté, dans chaque région, dans tout le pays, pour donner un coup d'arrêt à la politique gouvernementale, pour passer à l'offensive et construire le syndicat anticapitaliste dont le mouvement étudiant a besoin.

Nous engageons dès aujourd'hui des actions et des débats, localement et nationalement, avec l'ensemble des étudiants, organisés ou non. C'est avec eux qu'il s'agit de reconstruire un syndicat étudiant.

Afin d'engager cette dynamique, le MARC entend mettre en place un collectif national d'initiative et de liaison pour définir le cadre d'une telle initiative, à partir d'une plateforme de revendications et d'actions.

Ce comité se composera, en plus des représentants du MARC, de camarades significatifs de différentes organisations nationales ou de forces locales intervenant sur l'Université en accord avec nos perspectives.

Ce collectif aura pour tâche de coordonner des rassemblements régionaux sur le thème « formation-emploi - conditions de vie » où se fondront actions et débats décentralisés.

Ce collectif organisera un rassemblement national qui unifiera les conclusions des regroupements régionaux, notamment quant à la nature de l'organisation syndicale à construire.

C'est à partir des luttes étudiantes que se forgera l'outil syndical nécessaire pour une transformation de l'Université et pour la mise en place d'une véritable formation permanente sous contrôle des travailleurs.

Fotolib : affaire classée '.

Les fascistes connaissent le chemin de **Fotolib,** l'agence photo de la presse progressiste. Ils l'ont prouvé en saccageant ses locaux le 7 octobre dernier : archives pillées, diapos originales incendiées, matériel photo volé (pour une valeur de sept millions d'anciens francs), le tout après avoir envahi les lieux, menacé avec un revolver puis ligoté les deux occupants, et mis le feu aux locaux après les avoir arrosés de pétrole. Rien que ça ! Au début, la DST a enquêté : en direction de l'extrême droite. Puis, apparemment satisfaite de ses trouvailles, elle a refilé le bébé à la brigade du quartier, qui reconnaît n'y rien comprendre. Bref, c'est comme si c'était classé. On n'est pas en sécurité, dans la société libérale avancée...

A propos du livre d'un dirigeant de la LCR

Henri Weber et la conscience de classe

Comment expliquer le maintien, depuis des dizaines d'années, de l'hégémonie social-démocrate et stalinienne sur la classe ouvrière ? Peut-on en déduire que la classe ouvrière est toujours — ou n'a jamais été — porteuse de la révolution socialiste ? Comment la « conscience » vient-elle à la classe ? Par quels cheminements, dans quels rapports ? Henri Weber, l'un des dirigeants de la Ligue Communiste Révolutionnaire essaye de répondre à ces questions fondamentales dans son livre **Marxisme et conscience de classe** (1). C'est une tentative méritoire. .

Malheureusement, entre la problématique du début et les conclusions finales, il y a comme un court-circuit et la montagne accouche d'un embryon de souris. Henri Weber récuse toutes les théories « objectivistes » qui expliquent l'hégémonie réformiste (ou stalinienne) sur la classe ouvrière par telle ou telle modification des rapports de classe allant « objectivement » dans le sens de l'intégration.

Ainsi, il récuse tour à tour les explications « tiers-mondistes » expliquant l'intégration de la classe ouvrière des pays industrialisés par le surcroît d'exploitation des pays prolétaires du Tiers-monde, celles qui — d'un point de vue sociologique — mettent en cause la fonction révolutionnaire « en soi » de la classe ouvrière, ou celles de Marcuse qui partent d'une nouvelle analyse de la société capitaliste (la « société de consommation »), bloquant le potentiel de révolte des masses et permettant au système de se reproduire par la sécrétion permanente de besoins nouveaux (et artificiels).

Ayant rapidement réglé leur compte à ces théories, Weber, dans la première moitié de son livre, examine d'une manière critique la position des principaux théoriciens marxistes sur le problème de la formation de la conscience de classe. Les cent cinquante pages de cette première partie sont les plus intéressantes, mais elles procèdent plus d'une problématique universitaire que d'une tentative pour répondre réellement aux questions posées. En effet on ne peut pas faire le saut de la classe ouvrière de l'époque de Marx à celle d'aujourd'hui, simplement en faisant état entre les deux des positions de Lénine, Lukacs, Gramsci, Boukharine et Rosa Luxembourg. L'idée de socialisme, y compris de lairévolution, a existé avant la naissance du capitalisme moderne et Marx a analysé les conditions objectives qui faisaient potentiellement du prolétariat le porteur du projet révolutionnaire. La classe ouvrière n'est pas révolutionnaire « en soi » ; elle ne l'est que si les conditions de son exploitation lui apparaissent comme insupportables et si apparaissent possibles les conditions concrètes d'un changement révolutionnaire.

Tout la problématique de ceux qui veulent construire le « parti révolutionnaire » depuis Lénine consiste à tenter de mettre en évidence le second terme, en oubliant parfois le premier (ce n'était pas le cas de Lénine en 1917).

Or Marx n'a pas seulement mis en évidence le concept « d'exploitation », il a également mis en avant celui « d'aliénation », concept plus politique et idéologique, sur lequel s'appuient des théoriciens comme Marcuse. La conscience de l'exploitation, dans une société capitaliste moderne où la bourgeoisie agit politiquement et économiquement pour atténuer les antagonismes de classe, ne suffit plus comme levier de la révolution. Le « **mode étatique de production** », suivant les termes d'Henri Lefebvre, a pu se maintenir, renforcer son pouvoir, et même — comme aux Etats-Unis — intégrer la majorité de la classe ouvrière au système social.

En Europe, les partis dits ouvriers, réformistes ou d'origine stalinienne, par leur transformation en superbes machines électorales, sont devenus les interlocuteurs valables de la société bourgeoise.

Pour quelles raisons ? Sans doute parce que le communisme révolutionnaire et les hommes qui le représentaient n'ont pas su combattre les forces du réformisme organisé ; ensuite parce que la dégénérescence de l'Etat soviétique a pesé historiquement dans une deuxième étape (Henri Weber ne se trompe pas là-dessus) ; sans doute aussi parce que des tendances objectives (économiques) favorisèrent cette évolution. Henri Weber ne le nie pas. Mais il existe un autre type d'explication, complémentaire, qui n'est pas (ou mal) analysé par Weber : les nouvelles formes de développement du mode de production capitaliste, leur implication au niveau de l'Etat bourgeois. A l'explication historique et sociologique, il faut ajouter l'analyse concrète des rapports de production et du mode politique de domination de la bourgeoisie aujourd'hui. Cette analyse est bâclée. Elle seule permettrait de mettre en lumière les nouvelles contradictions du système, la nature des forces sociales motivées par le projet socialiste, et de reposer sur d'autres bases le problème de la direction révolutionnaire.

Car si, comme l'écrivait Trotsky, « **la crise de l'humanité se résout en dernière analyse dans la crise de la direction révolutionnaire** », il n'est pas sans intérêt de se demander pourquoi cette direction est elle-même en crise. Peut-être parce que l'on a trop facilement identifié « **direction révolutionnaire** » et « **parti révolutionnaire** ». Il ne suffit pas de détenir la vérité ni le programme révolutionnaire pour pouvoir prétendre un jour faire partie de la « **direction révolutionnaire** ». La « **conscience révolutionnaire** » n'est ni le simple reflet, ni le « guide » de la classe. Les rapports entre spontanéité et organisation, entre théorie et **praxis**, lorsqu'ils sont posés au niveau organisationnel, impliquent des rapports dialectiques entre l'organisation révolutionnaire (au singulier ou au pluriel) et les masses.

La véritable question qui reste à trancher n'est donc pas celle du « **parti révolutionnaire à construire** », mais quel type de parti, avec quels types de rapports aux masses. C'est une question difficile : nos camarades portugais le savent bien. Henri Weber n'apporte là dessus que des réponses stéréotypées, et c'est dommage.

Jean VERGER ■

(1) Henri Weber, **Marxisme et Conscience de classe,** Editions 10 / 18 - En vente à la librairie Syros.

librairie

Liste N° 4

● Et la montagne fleurira. Luc Willette (Denoël)	F. 32,00
● Le grand bazar. Daniel Cohn Bendit (Belfond)	F. 29,00
● Les grandes manœuvres de l'opium, C. Lamour et M.R. Lamberti (Le Seuil)	F. 8,50
● Lutter. Georges Seguy (Stock)	F.29,00
● L'école primaire divisé. C. Baudelot et R. Establet (Maspéro)	F. 12,00
Prix réel	F. 110,50

Notre proposition : F. 100 00 Franco. Adresser commande accompagnée du règlement à : Editions Syros. 9 rue Borromée. 75015 Paris - CCP 19706 28 Paris.

P.S.U. - Documentation

Vient de paraître

N° 96 / 97 Le syndicat de la magistrature F. 4.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2.00
N° 26 Rosa Luxembourg	1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	2.00
N° 42 - 43 - 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3.00
N° 51 Le recrutement	1.00
N° 52- 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école	3.00
N° 56 - 57 Sionisme et libération	
N° 67 - 68 - 69 Capitalisme et consommation	4.00
N° 70 - 71 - 72 Coopération du néo-colonialisme	4.00
N° 75 - 76 - 77 Le PSU Dossier d'Accueil	4.00
N° 78 - 79 Sur la Question agraire	3.00
N° 80 - 81 - 82 - 83 - 84 Portugal en lutte	6.00
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau	2.00
N° 86 - 87 - 88 Le chômage sous produit du capitalisme	6.00
N° 89 - 90 - 91 Militer contre le militarisme fascicule 1	6.00
N° 92 - 93 Une section du P.S.U. à PARIS	4.00
N° 94 - 95 Militer contre le militarisme, fascicule 2	4.00
Abonnement 20 n°	F. 30.00

A adresser à :
Editions Syros
9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19 706 28 Paris

à Bordeaux

la grande muette l'ouvre

L'union départementale CFDT de Bordeaux est, depuis un certain temps déjà, engagée dans un travail concret de soutien aux soldats en lutte. C'est ainsi qu'elle imprime le journal des comités de soldats de la BA 106 de Merignac, bulletin qui en est à son troisième numéro.

Le 5 octobre est organisée une opération « portes ouvertes » de la base. Une délégation de l'UD se présente. On demande à voir le colonel. Réponse du sergent : **« Vous pouvez voir les avions, le cinéma... ».** La délégation indique que cela ne l'intéresse pas. C'est qu'elle est présente pour un contrôle des conditions de vie des soldats. Mais pour aller voir le casernement, il faut demander « au chef »...

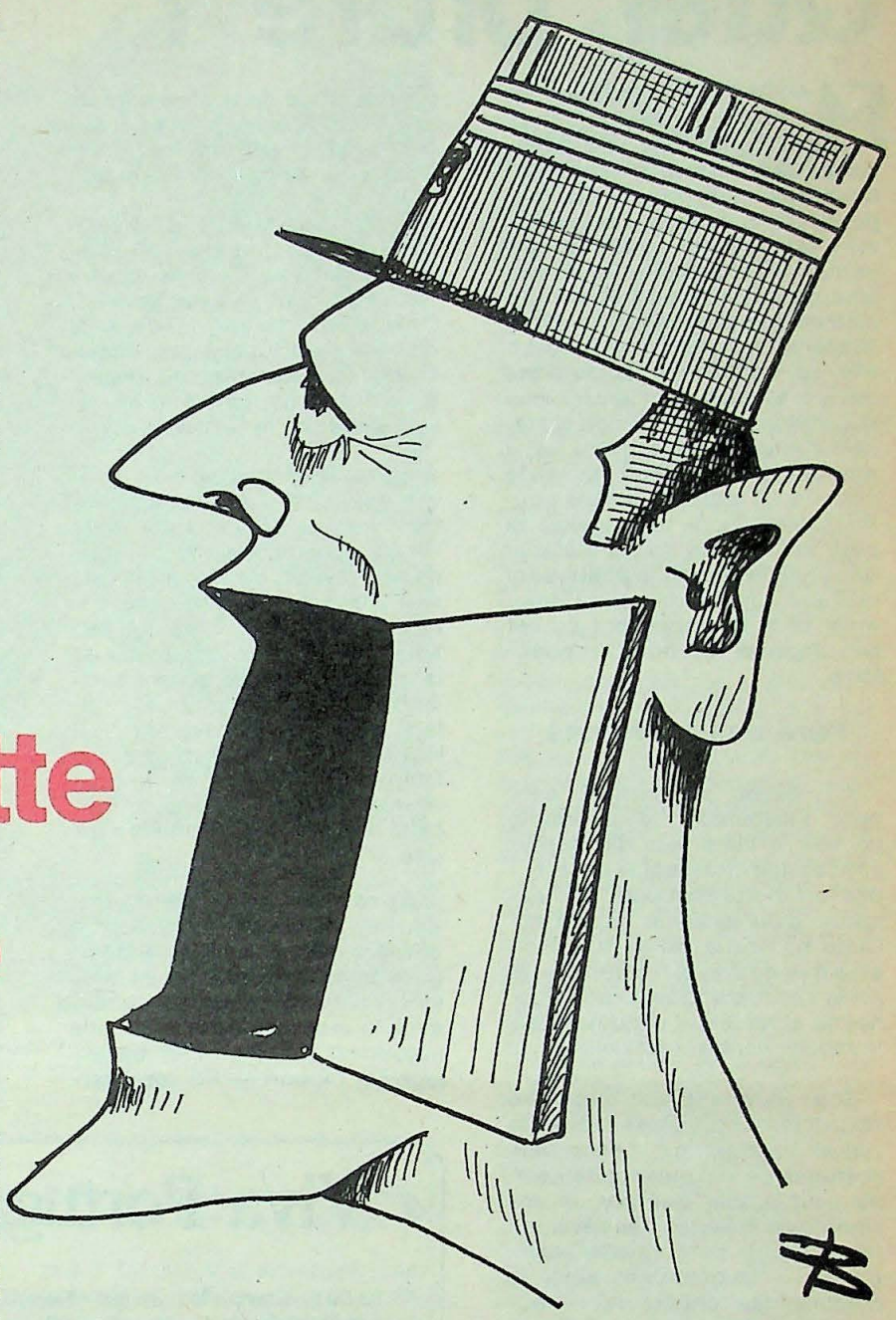
Attentes, conciliabules des casquettes galonnées, aller-retours, portes qui devraient être ouvertes et qui sont fermées... Il a été possible de visiter quelques chambres, le foyer, les cuisines... La délégation demande à voir la chambre 6, qui était envahie de cafards... On la fait tourner un peu pour revenir dans cette chambre, où, miraculeusement, les bestioles ont disparu... Ce sera toujours ça de gagné pour les soldats qui y dorment !...

Les gradés racontent des histoires : il y a une demi-journée de sports par semaine (pas respectée selon les appelés). Des visites sont organisées pour ceux qui restent le week-end et les permissionnaires qui vivent loin ont droit à une demi-journée en plus pour le voyage (selon les soldats, c'est à la « tête du service »). Les gars aux cuisines travaillent quatre heures par jour et la vaisselle est faite à tour de rôle par les sections (en fait le travail effectif est de 10 à 12 heures et la vaisselle est faite par les soldats aux cuisines)... avec récupérations selon l'humeur de l'officier responsable. La visite se terminera là...

L'UD CFDT de Bordeaux vient ainsi rappeler que le soutien effectif au mouvement des soldats est une tâche de premier plan pour le mouvement syndical. Il est plus que temps que les sections, UL et UD CGT, à l'image par exemple de la CGT de Marseille, se mettent aussi à soutenir pratiquement les soldats en lutte. L'orientation définie par Séguy, qui condamne la perspective d'un syndicat dans l'armée sans trop se soucier des besoins mêmes du mouvement démocratique des soldats, doit être critiquée dans les faits. Les déclarations de la confédération CFDT, qui visent à un soutien accru, doivent être reprises et appliquées.

Le soutien sans relâche du mouvement syndical aux soldats est une des garanties de la permanence, de l'ouverture et du succès du mouvement des soldats. Il rappelle à tous que les travailleurs sous l'uniforme ne doivent pas être coupés du reste de la classe ouvrière, et qu'un jour, comme au Portugal, travailleurs et soldats défileront au coude à coude...

Correspondant □



L'église au Portugal...

Cité Nouvelle, le mensuel des Chrétiens marxistes, a publié dans son numéro d'août-septembre 1975 un dossier sur les évêques portugais : « l'Eglise contre le peuple ». Cet intéressant document fait le bilan des faits et gestes de l'église portugaise depuis le 25 avril 1975, et démonte les mécanismes qui font des appareils écclésiastiques les agents du conservatisme réactionnaire.
(4,50 F, 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris)

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Tous les cours seront édités en cassettes, pour l'usage des camarades de province, mais aussi pour tous ceux qui veulent pour eux-mêmes retravailler les sujets. Ces cassettes seront vendues à l'unité (27 F), mais aussi par abonnement (20 F). **en vente à Syros.**

Bulletin d'inscription au CPFS

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....

Je désire m'inscrire au cycle :

- Marxisme et philosophie :
- Analyse marxiste de l'économie .
- Histoire du mouvement ouvrier .
- Critique des pratiques sociales .

Renvoyer ce bon à CPFS - 9, rue Borromée - 75015 - PARIS.

Prix : un cycle, 25 F ; deux, 40 F ; trois : 50 F et quatre : 70 F.

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de M. Pierre Garrigues.

Bulletin d'abonnement aux cassettes du CPFS

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....

Je désire m'abonner aux cassettes du cycle :

- Marxisme et philosophie □
- Analyse marxiste de l'économie □
- Histoire du mouvement ouvrier □
- Critique des pratiques sociales □

Chaque abonnement pour un cycle comporte douze cassettes livrées avec le plan des exposés et une bibliographie :

Prix : 1 cycle : 240 F ; 2 cycles : 450 F ; 3 cycles : 650 F ; 4 cycles : 830 F.

Renvoyer ce bulletin à CPFS, avec un chèque libellé à l'ordre de M. Pierre Garrigues. ■

TEP théâtre national
direction guy retore
coquin de coq
de SEAN O'CASEY
mise en scène GUY RETORE
du 10 oct. au 30 nov.
17, rue Malte-Brun Paris 20 è
Mº Gambetta - tél: 636.79.09

Au Portugal

Quel ordre ?

Au Portugal la situation est nouvelle. La désintégration institutionnelle du MFA, centre de pouvoir, pose en termes nouveaux la lutte pour le pouvoir, pour tout le pouvoir. Cette lutte, et c'est logique, traverse aujourd'hui l'ensemble des forces armées. Après avoir opposé ses éléments antifascistes, le MFA, aux tenants du régime précédent, elle se caractérise aujourd'hui par un affrontement entre ceux qui sont pour la révolution socialiste et ceux qui sont contre. Cette nouvelle phase atteint un stade critique : il apparaît urgent pour les forces de la bourgeoisie et pour la direction du PS d'établir une unité de direction politique et militaire, ce qui suppose l'isolement et le désarmement de fait des organes de pouvoir populaire.

l'ère des sacrifices

Au niveau proprement militaire, l'installation d'un double pouvoir à l'intérieur des forces armées doit être résolue en faveur des forces qui sont pour l'instauration d'un système capitaliste. Cette nécessité est la condition **sine qua non** de la restauration et de la restructuration d'une économie ébranlée et disloquée par le mouvement des travailleurs.

Tout le monde sait que cette restructuration, c'est-à-dire la rentabilisation de l'économie portugaise en termes capitalistes, ne peut passer que par un ensemble de mesures très sévères : fermeture de nombreuses entreprises — augmentant ainsi le nombre des chômeurs — accroissement de la productivité du travail (cadences et durée), établissement d'une discipline rigide dans les usines, instauration d'une autorité patronale très puissante. Le tout n'étant applicable que si, au niveau de l'Etat, le pouvoir capitaliste local est relayé et soutenu par un bras armé.

Ce sont des conditions de sécurité, pour rendre possible l'investissement et pour permettre un cadre propice à l'exploitation, qu'ont posées les puissances impérialistes (Etats-Unis et CEE) pour accorder une aide économique et financière au « nouveau » (?) Portugal. Le voyage de Melo Antunes en Europe et aux Etats-Unis avait pour but de fixer ces garanties. En prime, l'impérialisme a obtenu du gouvernement portugais qu'il ne soutiendrait pas le MPLA dans sa juste revendication d'établir son pouvoir complet sur l'Angola le 11 novembre.

Il s'agit donc de résoudre la crise du système capitaliste portugais selon les intérêts de la bourgeoisie interne et internationale.

Cette politique suppose donc un Etat fort et, en ce sens, une solution démocratique bourgeoise supposant un certain nombre de concessions économiques et sociales aux travailleurs est impraticable aujourd'hui au Portugal.

D'où l'inadéquation de la solution social-démocrate, d'où aussi l'hésitation à employer la manière forte de la part de ceux pour qui l'image de marque se fonde sur le respect des apparences démocratiques, lesquelles supposent un consensus assez large au sein-même de la classe ouvrière.

La social-démocratie au pouvoir aujourd'hui devra choisir entre une répression forte à la Noske pour imposer la solution néo-capitaliste ou si, par la pression d'une partie de sa base, elle refuse de faire ce sale boulot, à se faire remplacer par des forces de la bourgeoisie directement décidées à l'affrontement. Ce dilemme semble traverser aujourd'hui le PS, le groupe des 9, le Conseil de la révolution, le gouvernement. Le discours de Pinheiro de Azevedo en porte la marque.

Après s'être dissimulée derrière un langage socialiste et derrière le PS et le PPD, la bourgeoisie marque de plus en plus son impatience pour en découdre avec le mouvement ouvrier. Elle autonomise chaque jour davantage par rapport au PS son intervention politique. A l'extérieur, la fraction spinoliste regroupée dans le MDLP s'affirme et multiplie ses déclarations et ses contacts directs avec les Américains ; le fringant général Galvao de Melo commence à son tour à se placer et les deux se mettent même à critiquer ouvertement, quoiqu'encore timidement, le PS et Soarès. Ainsi ils augmentent leur pression pour forcer le PS à se lancer dans la répression.

A l'intérieur, le PPD ne se contente plus d'être dans la foulée du PS, il prend des initiatives pour précipiter l'affrontement et cherche manifestement la provocation. Sa fraction de droite, fascisante, avec Sa Carneiro, est désormais dirigeante : elle voudrait profiter de l'appui ou du consentement d'une partie des masses encore désorientées pour organiser dès maintenant la répression.

Ainsi l'ennemi de classe, qui du fait de son illégitimité auprès des masses s'était dissimulé derrière un vocabulaire quasi révolutionnaire et démocratique, commence à être clairement identifiable et à montrer sa vraie nature : autoritaire et répressive.

Cette clarification est favorable à l'unité anticapitaliste des forces populaires.

Dans cette situation, les forces révolutionnaires sont à la fois sur la défensive au plan militaire — ne pas céder à la provocation tout en s'organisant de manière autonome — et à l'offensive au plan social et politique.

Il est clair que le mouvement révolutionnaire n'a pas aujourd'hui intérêt à l'affrontement ; il est clair aussi que si la bourgeoisie le lui impose, il ne reculera pas, comme il l'a montré à Porto, en occupant le RASP. **Il est du reste significatif que le général Fabiao ait dû céder sur ce point. Il s'agit désormais qu'au mouvement de masse des soldats corresponde un mouvement de masse des travailleurs aussi ample et représentatif.**

Ce n'est pas encore le cas, mais les conditions pour y arriver sont favorables. En effet, pour la première fois depuis longtemps, les travailleurs ont en face d'eux un gouvernement dont la politique s'oriente de plus en plus nettement contre eux et qui en tout cas se montre incapable de résoudre les problèmes économiques en faveur des masses. Or une partie de ces masses est encore influencée par le PS. Celui-ci est en train de prouver qu'il ne peut apporter satisfaction à sa base populaire, alors qu'il a la quasi totalité, donc la responsabilité, du pouvoir.

Dès maintenant la contre-offensive sociale est lancée : les travailleurs de la métallurgie ont fait céder le ministre du Travail par une mobilisation exemplaire. Ils ont montré la voie. Cette victoire explique pour une bonne part l'attitude actuelle du PCP dont les bases ont imposé l'orientation actuelle.

D'autre part, la politisation des soldats du Nord, en majeure partie fils de paysans de la région, est une donnée positive nouvelle d'une importance politique et stratégique essentielle. Ceci

« Viva Portugal » : la révolution prise

Enfin un film sur le Portugal ! Depuis un mois, **Viva Portugal,** tourné par des réalisateurs de la télévision allemande et commenté par Serge July, directeur de **Libération,** passe aux cinémas « **14 juillet** » et « **Saint-Séverin** », à Paris.

Le film relate les bouleversements sociaux, politiques et militaires intervenus à partir du 25 avril 1974, jour libérateur, jusqu'au 11 mars, jour de la tentative de coup d'Etat spinoliste. Entre ces deux dates « historiques », c'est la naissance du pouvoir populaire multiforme. Dynamisation culturelle dans le sud, où des militaires du MFA expliquent leur programme aux assemblées de paysans. Images concrètes de l'alliance « Povo-MFA ». Commission de travailleurs de la sidérurgie nationale. Images vivantes des formes les plus avancées de démocratie ouvrière : coopérative agraire, mouvement d'occupation de terres. Réalité de l'extraordinaire mobilisation des paysans dans le sud.

Et surtout, plus que des discours des officiers révolutionnaires comme Matos Gomes ou Rosa Coutinho, nous voyons un document impressionnant de la télé portugaise, pris sur le vif, à la demande de Denis de Almeida, commandant du Ralis (le régiment « rouge »), qui relate les pourparlers entre son unité et les paras envoyés par la hiérarchie militaire pour fomenter le coup d'Etat du 11 mars contre les acquis de la révolution. Les paras refuseront de réprimer leurs camarades malgré les ordres. Ils se donnent l'accolade...

Témoignage exemplaire de la fraternisation des « soldats du rang », expression de ce qui sera plus tard le mouvement des SUV. Témoignage aussi de la décomposition de la hiérarchie militaire. Un film riche en démonstrations concrètes, un instrument indispensable pour l'information. Nous avons demandé à Serge July de nous en parler.

TS : Pourquoi ce film ? Quel était le projet de l'équipe de réalisation ?

Serge July : Multiplier les repères. Les repères indispensables pour la compréhension de la révolution portugaise. Nous avions au départ sept heures de film. Nous avons résumé le film en deux parties. Première partie chronologique : historique des événements. Deuxième partie : le reportage sur le pouvoir populaire. C'est dans cette dernière partie que le commentaire se tait presque entièrement, l'image laissant parler les « acteurs » de la révolution. Et puis nous avons voulu surtout faire du cinéma politique, c'est-à-dire de la télé : nous n'avons pas l'intention de laisser ce terrain aux Dominique de Roux ou aux Jean-François Chauvel (1). La télé est la dimension indispensable pour le reportage politique populaire. Les gens ne vont pas au cinéma pour écouter un discours. Le public du film est pour l'instant restreint (militants, Portugais, etc...). Nous voulons faire éclater cette marge. D'ailleurs j'ai vu **Viva Portugal** à la télé portugaise : c'est tout autre chose !

TS : Les expériences de pouvoir populaire sont présentes tout le long du film. C'est sur une clinique populaire que se termine le fim. Pourquoi ce choix ?

S.J. : Mon idée est la suivante : comme en Russie présoviétique, comme bientôt en Espagne, on trouve, au Portugal, une combinaison d'éléments favorables à la révolution. Le tsarisme, le franquisme ou le salazarisme laissent derrière eux un appareil d'Etat désagrégé, décomposé. La bourgeoisie (même libérale) était incapable de s'en ser-

montre que la paysannerie du Nord n'est pas un bloc contre-révolutionnaire et en ce sens il ne faudrait pas oublier les aspects positifs de la campagne de dynamisation culturelle organisée par le MFA dans cette région. Cette campagne avait établi les prémisses des liens paysans-soldats dont l'importance politique actuelle n'est pas à démontrer. La classe ouvrière a besoin d'alliés pour vaincre.

Sur le plan politique, la dynamique du FUR, sa structuration régionale, le débat interne qui s'y instaure, rapprochent le moment d'une direction politique alternative, indépendante de la politique et du projet du PCP.

Actuellement, l'existence des SUV crée un nouvel espace politique dont le mouvement révolutionnaire va pouvoir profiter largement pour agglomérer autour de lui les forces encore hésitantes pour le socialisme. Toute la question, pour le mouvement révolutionnaire, sera de faire basculer une partie significative de la base du PS en faveur d'une solution socialiste.

Ces divisions du bloc politique au pouvoir, reflet de l'hétérogénéité du bloc social qui le soutient, devraient permettre avec une tactique et un programme bien ajustés de créer les conditions politiques et pas seulement militaires, d'une offensive révolutionnaire, celle-là victorieuse. Décidément la révolution portugaise n'est pas morte !

Bernard RAVENEL □

Une manifestation du PPD à Porto : les nouveaux « gouvernementaux »...

sur le vif

vir après le 25 avril. Le MFA est devenu alors le seul élément de cohésion. C'est dans cette immence brèche que les masses se sont engouffrées. A chaque étape du processus, la révolution commencée à progressé : 28 septembre, 11 mars. Nous montrons le commencement du pouvoir populaire, à son stade embryonnaire. Les difficultés n'apparaissent pas encore, les contradictions internes sont effleurées ; chaque expérience commentée dans le film (sidérurgie nationale, clinique populaire, dynamisation) démontre l'évidence, la nécessité objective pour les masses de ces formes d'organisation. La dynamique largement spontanée qui s'est enclenchée a surpris les partis, comme en Russie les soviets se sont faits d'abord contre l'avis du parti bolchevik. Le caractère démocratique, autogestionnaire de la révolution est pour une part passé au-dessus des partis.

T.S. : Mais les caractères généraux du mouvement ouvrier européen se retrouvent maintenant au Portugal. Le PC et le PS, partis traditionnels, ont rempli le vide organisationnel, produit de quarante ans de fascisme. Les différents gouvernements provisoires sont de multiples avatars des formules de coalition, de collaboration de classe ? Comment expliques-tu cette distorsion ?

S.J. : Rosa Countinho a dit que le Portugal était « entre l'Europe et le Tiers Monde». Le MFA est né dans les colonies et la formation politique des dirigeants du MFA correspond à la tactique de la guerilla, à l'idéologie du FRELIMO Tous, sauf Vasco Gonçalves (ce qui n'est pas un hasard), ont appris la politique sur le champ de bataille. Par contre les partis et leurs cadres surtout ont été formés à l'européenne (en France ou en Italie). En quelques mois, ils ont parcouru au galop toute l'histoire du mouvement ouvrier. Le Portugal, c'est le « melting pot » culturel et politique. Le PS ne tire pas son caractère de classe du fait qu'il a été créé en Allemagne de l'Ouest et qu'il est financé par la social démocratie européenne. En réalité, le PS n'était rien avant le 25 avril ; il n'a aucune expérience d'organisation des travailleurs, mais il correspond aux aspirations démocratiques d'une grande masse de travailleurs et paysans. La révolution doit réaliser ces exigences. L'extrême-gauche ne l'a pas compris. Elle hérite des conceptions autoritaires, dominantes en Europe (ce qui explique certaines erreurs dans l'affaire **Republica**). Le PC, après une série de zig-zag, est passé par la mobilisation des masses. Le PC est pris dans ce « melting pot » dont j'ai parlé.

T.S. : Le MFA est relativement « épargné » dans « Viva Portugal ».

S.J. : Le MFA a développé une conception idéaliste. Otelo a dit dernièrement que son parti était le MFA. Effectivement, le MFA a été l'expression du radicalisme petit-bourgeois au sein de l'armée. Il a été, dans une première période, le facteur de consensus social, dans une société en décomposition. C'est pourquoi certains dirigeants du MFA ont cru en un « **mouvement de libération nationale supra-partidaire** ». Cette conception a d'abord aidé au développement du pouvoir populaire. Mais aujourd'hui le MFA, c'est fini. Il s'est brisé devant la poussée des masses. Antunes aussi est « fini », parce qu'aujourd'hui on ne peut pas reconstruire le MFA...

T.S. : La conclusion du film ?

J.S. : Elle est laissée aux travailleurs qui participent à une clinique populaire...

Propos recueillis par Charlie NAJMAN ■

(1) Dominique de Roux, écrivain d'extrême-droite, a réussi à se faire nommer correspondant de l'ORTF puis d'une des nouvelles chaînes de TV à Lisbonne. Jean-François Chauvel, journaliste d'extrême-droite, est devenu en 1974 producteur de l'émission magazine « Satellite », pâle imitation de l'ancien « Cinq colonnes à la Une ».

Espagne : Hendaye le 1er novembre

En Espagne, la répression fasciste s'étend : les contradictions du régime apparaissent chaque jour davantage, et le mouvement du peuple espagnol exige toute notre mobilisation.

Franco sent sa fin venir, mais il ne peut concevoir une autre politique que fasciste, à base d'assassinats, de tortures, d'arrestations. Les militants de différentes organisations révolutionnaires sont les premiers visés, mais aussi tous ceux qui mènent une lutte antifasciste, pour le simple retour à la démocratie.

Le processus révolutionnaire enclenché au Portugal, qui ouvre une brèche en Europe, constitue aujourd'hui pour le régime fasciste espagnol le grand danger. Déjà, Franco a dû mettre frein brusquement aux revendications de certains militaires espagnols. Les récents changements au sein des cadres intermédiaires de l'armée espagnole montrent bien que le régime fasciste dispose encore d'un personnel de rechange.

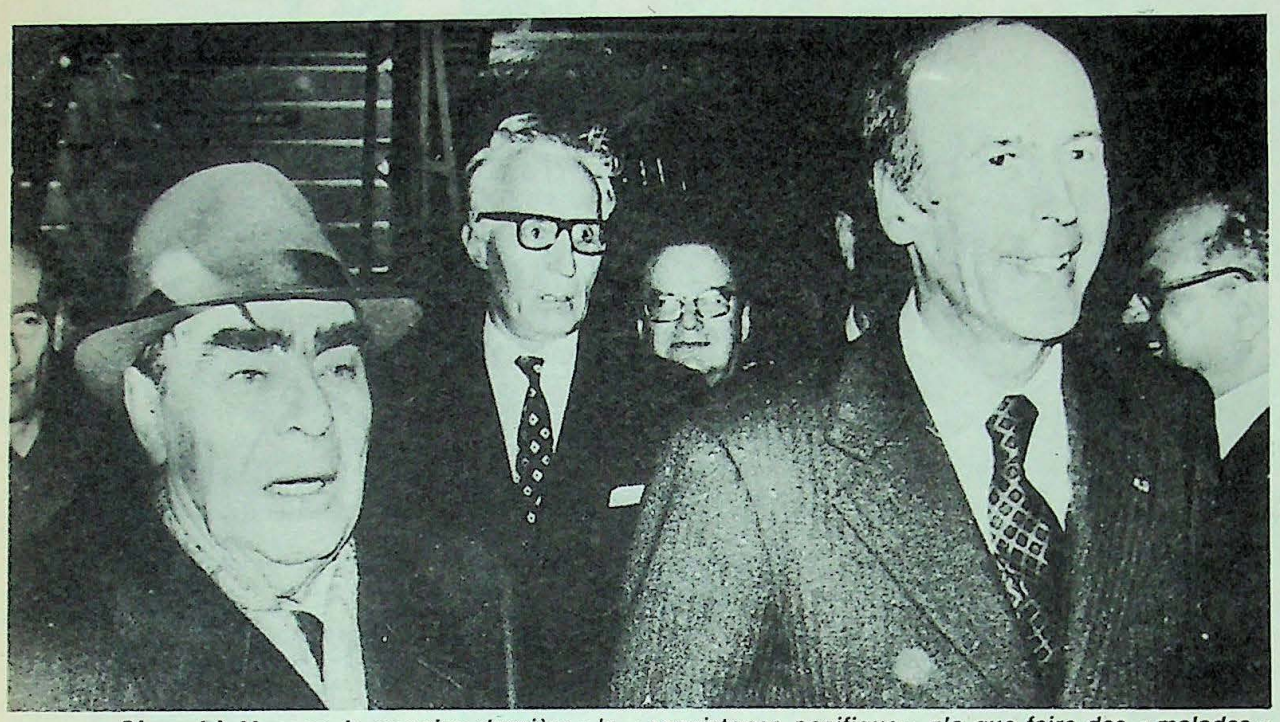
Autant que pour le Portugal, la situation en Espagne exige que la solidarité internationale se manifeste d'une manière coordonnée et massive. Aujourd'hui se prépare — pour le 1er novembre prochain — une marche sur Hendaye, avec blocus de la frontière fasciste, marche à laquelle nous devons participer en masse. Partout en France se créent des groupes de base qui préparent cette marche, et il faut faire un effort pour que cette préparation se fasse avec une explication politique sur la situation en Espagne. Ce mouvement de solidarité ne doit pas s'arrêter à la marche ; il faut faire en sorte que le mouvement se prolonge ensuite.

Le comité Eva Forest en France a déjà permis, depuis un an, une large mobilisation contre la politique répressive franquiste, il a largement montré ses capacités d'action unitaire et nous appelons tous les camarades à se mobiliser dans les comités de base Eva Forest pour l'organisation de la marche.

■

les libertés en URSS :

la « maladie » de Leonid Pliouchtch...



Giscard à Moscou, la semaine dernière : la « coexistence pacifique » n'a que faire des « malades » des deux camps ; ou auraient-ils compté dans le « refroidissement » entre le gouvernement français et les dirigeants du Kremlin ?

« Les gens comme Pliouchtch, dont l'attitude embarrasse les enquêteurs, constituent un danger pour eux, par leur stupéfiante fermeté et leur intégrité morale ; ils font peur aux institutions d'enquête, qui préfèrent les déclarer mentalement malades.

C'est ainsi qu'on donne une réalité à cette « **métaphore** » : il faut être fou pour s'en prendre aux tares de notre Etat ; il faut être fou pour dénoncer publiquement la violation de ses droits ; il faut être schizophrène pour agir au détriment de son bien-être personnel, mais conformément à ses convictions. »

Le groupe d'action pour les droits de l'homme en URSS. (avril 1973).

Un meeting le 23 octobre, à la grande salle de la Mutualité à Paris, aura pour objet la libération de Leonid Ivanovitch Pliouchtch, mathématicien soviétique interné à la prison psychiatrique de Dniépropétrovsk depuis le 29 janvier 1973, date de sa condamnation. Il n'est ni la seule victime de ce mode de répression, ni plus particulièrement engagé politiquement que d'autres, à ceci près que se réclamant du marxisme, la diffusion de ses idées — si, après deux ans et demi du traitement qu'il subit, il était encore en mesure de les exprimer — risquerait de gêner davantage le gouvernement de son pays et la droite des nôtres que celles d'un certain nombre de récents émigrés, forcés ou non.

Mais son cas est exemplaire. Il l'est parce qu'en URSS, lorsqu'on parle de prisonniers politiques, on ne désigne pas la même chose qu'ailleurs. Il n'existe ni partis ni organisations d'opposition — à la seule exception de communautés religieuses ou de groupes juifs (il y eût au moins celui de Kouznetsov, axé sur le départ en Israël, avec parfois bifurcation vers un autre pays occidental) — et cela, pour l'excellente raison que la chose est physiquement impossible.

Les canaux syndicaux ou ceux du parti peuvent faire aboutir telle ou telle réclamation individuelle ou locale, corriger tel ou tel abus ; personne, nulle part, ne peut prendre en charge une revendication collective. Donc ni « agitateurs », ni « meneurs ». La dissidence ne peut s'exprimer que par la voie de la recherche idéologique, ou de la revendication libérale, démocratique. Lesquelles ne peuvent, à leur tour, s'exprimer que clandestinement et à très petite échelle, du moins à l'intérieur du pays, Ceci interdit la formulation ou la définition du délit politique.

Ceux donc que, de manière fort significative, l'on nomme « dissidents », ne s'avèrent tels que par la détention de manuscrits transmis de la main à la main — le Samizdat — ou par l'expression dans le cadre de leurs activités intellectuelles, ou tout simplement de relations personnelles, d'opinions non conformistes — le cas le plus démonstratif est celui des peintres — ou enfin, tout simplement par un comportement personnel trop singulier, ou les manifestations d'un esprit créateur qui ne tient pas compte des canons en vigueur ni de la critique officielle — nous pensons ici, entre autres, à l'auteur des « Chevaux de Feu », le réalisateur Serge Paradjanov, actuellement emprisonné.

Dans l'impossibilité où il se trouve de cerner le délit, le pouvoir — ou ses représentants locaux, ce qui souvent peut être pire — doit en créer un : le plus connu est celui de « parasitisme » — accusation dont furent victimes le poète Brodski, l'historien Amalrik, et Pliouchtch lui-même dans le passé.

Pliouchtch est aujourd'hui accusé : « **1) d'être en possession de quelques textes dactylographiés (...) ;**

2) d'avoir rédigé et diffusé des textes manuscrits dont sept reconnus par l'auteur comme étant de lui : « Lettre au gouvernement soviétique », « Lettre à la Komsomolskaïa Pravda », « Orientation psychologique à l'interrogatoire », « L'éthique et le combat », « La psychologie de la trahison intellectuelle » (...) ;

3) d'avoir signé des lettres antisoviétiques adressées à l'ONU au nom de l'organisation illégale s'intitulant « Groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en URSS ;

4) d'avoir tenu des discussions antisoviétiques ».

Ces citations sont extraites de l'arrêt porté à la connaissance de l'accusé à l'issue d'un procès à huis clos. Elles démontrent à l'évidence une volonté d'éteindre la contestation à sa source, avant même, si possible, qu'elle ne soit parvenue à se formuler clairement ; et par là, elles permettent de mieux comprendre pourquoi et comment celle-ci n'a jamais pu parvenir jusqu'à nous que par la voix des hommes les mieux formés à l'expression des idées.

Si, allant plus loin, nous touchons à la nature de la sanction et aux justifications qui lui sont apportées, nous dépassons la situation spécifique de l'URSS. Lada, un ami de L. Pliouchtch, témoin du procès — dans les couloirs bien entendu — écrit : « **Dans sa conclusion, l'une des commissions d'expertise sur le comportement psychique de Pliouchtch avait trouvé qu'il était atteint de schizophrénie sous la forme de symptômes « d'idées réformatrices ou de messianisme », de « comportement non critique », de « jugement naïfs ».**

Une commission d'experts, dans ce cas, cela veut dire autant de psychiatres. Ceux-ci, donc, répondant à l'appel du pouvoir, ont mis l'autorité et le langage de leur profession à son service, et rendu possible un procès où l'on demandait à des témoins (qui pour la plupart ne connaissaient qu'à peine l'accusé), de faire la preuve de l'anormalité psychique de celui-ci !

Est-ce impossible ici ? Qui oserait le dire ? Qui oserait même affirmer que jamais il n'y eût un pas fait dans ce sens ? Qui pourrait prétendre que dans les pays qui se disent « démocratiques » en Europe comme en Amérique, personne ne songe à « soigner » l'opposition politique, ou la contestation lorsqu'elles refusent de s'adapter au système ? Un tel danger fait de la libération de Leonid Pliouchtch un élément capital de toute lutte contre la répression. Il fallait que cela fut dit.

Suzanne BRUNSCWIG ■

meeting public 23 octobre
1975 20 h 30 grande salle
de la Mutualité à Paris

organisé par le Comité International des Mathématiciens pour la libération de Leonid Pliouchtch

Miracle permanent : c'est ainsi qu'on avait qualifié le Liban souvent cité comme l'exemple d'une coexistence de communautés, d'ethnies et de religions qui forment une mosaïque très complexe. Mais n'est-ce pas la fin du miracle ?

la fin du miracle

L'échafaudage constitutionnel repose au Liban, depuis le fameux pacte « national » non écrit de 1943, sur un méticuleux dosage selon lequel toutes les fonctions sont représentées à tous les échelons d'après une répartition confessionnelle. En application de cette constitution tacite, le système électoral est fondé sur des listes qui doivent aligner des représentants des diverses religions et confessions (mentionnées d'ailleurs sur les cartes d'identité).

C'est peu dire que ce système favorise les chrétiens en général, les maronites en particulier au détriment des différentes communautés mulsumanes sunnites, chiites et druzes qui représentent pourtant la majorité de la population libanaise : on a pu parler d'une véritable « **colonisation intérieure** ».

quelques familles

Le ciment qui soutient cet édifice juridique quelque peu instable, ce sont les capitaux qui s'investissent en masse dans cette Suisse du Moyen-Orient. Là aussi, on y avait vu un autre miracle — économique celui-là. En fait, la spéculation a été systématiquement favorisée au détriment d'un authentique développement économique. Ainsi l'agriculture et l'industrie ne représentent que 30 % du PNB (produit national brut). L'enrichissement de quelques familles nanties et affairistes a abouti à ce que cette oligarchie représentant 5 % de la population s'approprie 50 % du revenu national.

Ces structures sociales dépassées, l'establishment libanais les a défendues par tous les moyens. En 1958, il avait fallu faire appel aux marines US pour mettre fin aux affrontements avec la gauche. En 1968 et 1969, on fit appel à l'armée, sensée être le creuset de l'unité nationale, dont le sentiment était habilement exploité contre ce qui était présenté aux masses comme ingérence des Palestiniens soutenus par une puissance voisine, la Syrie. Il s'agissait en fait d'utiliser cette armée confessionalisée — donc favorable aux maronites — pour mettre à raison les Palestiniens comme l'ont fait de façon plus ou moins sanglante la Jordanie (lors du fameux « septembre noir »), et la Syrie (en instituant une armée palestinienne à sa dévotion, la Saïka).

Mais depuis les affrontements de 1973, la lutte de classes tend à l'emporter sur la guerre de religion. Il serait cependant schématique de superposer trop mécaniquement l'origine ethnique à la distinction de classes. Dans ce pays ultra capitaliste, on trouve aussi de gros exploiteurs dans la communauté musulmane. A l'inverse, il est de plus en plus courant de voir des chrétiens maronites adhérer à la lutte des forces progressistes et à celle des Palestiniens.

Au fil des luttes, un authentique processus de radicalisation s'est opéré chez tous les laisses-pour compte de ce système inique. Et dans ce processus, la résistance palestinienne a joué un rôle moteur. Une prise de conscience s'est effectuée à partir de 1973 : pour la gauche libanaise et les masses musulmanes exploitées, pour les réfugiés du sud Liban qui fuyaient leurs villages bombardés par l'aviation israélienne, les Palestiniens ont joué le rôle de catalyseur d'une résistance civile et militaire contre un Etat qui ne protège que les nantis, qui lance à chaque occasion son armée briseuse de grèves contre les ouvriers de Beyrouth ou contre les agriculteurs du sud Liban, mais jamais pour la défense du territoire national contre l'ennemi israélien.

Aujourd'hui, le couvercle posé sur ce bouillonnement social est en train de sauter : c'est la guerre civile. Le miracle économique n'a eu qu'un temps, et le Liban n'a pas échappé à la crise mondiale, d'autant plus que son rôle de courtier et d'intermédiaire financier lui est de plus en plus contesté par les pays du monde arabe qui veulent reprendre leurs affaires en mains. Et puis les conflits sociaux n'ont pas joué dans le sens de l'indispensable « confiance » nécessaire aux placements de fonds capitalistes.

jusqu'aux dents

Pour détendre l'atmosphère sociale, la droite libanaise a porté un instant ses espoirs sur la mini-Palestine qui viderait le Liban de ses hôtes, trop encombrants à ses yeux. Mais de la mini-Palestine, il n'a plus été question dans les accords Kissinger. Et devant la montée des revendications de la gauche et des masses libanaises, et l'urgence de plus en plus ressentie de changer un système injuste, la droite libanaise a pris l'initiative de la guerre des rues dans un pays où chaque groupe ethnique est armé jusqu'aux dents. Au fond, l'establishment maronite semble opter, en s'appuyant sur les phalanges fascistes katayebs, en faveur d'une partition qui lui laisserait les mains libres pour continuer son business.

Ainsi est en train de germer le projet d'un mini-Liban chrétien et capitaliste, à l'abri des turbulentes masses musulmanes, qu'on laisserait se débrouiller entre elles, se rattacher à la Syrie ou rester seules aux prises avec les Israéliens. Car les prétentions israéliennes sur le sud Liban, pour la possession des cours d'eau, restent menaçantes. La partition révèle donc une communauté d'intérêt entre la droite libanaise et l'Etat sioniste. Face à ces perspectives, et tout en affirmant les revendications qui leur sont propres, les forces progressistes libanaises et la résistance palestinienne sont dans une position défensive. Certes, l'éventualité d'un septembre noir au Liban est improbable compte tenu du rapport de forces, mais la difficulté vient de ce que justement ce rapport de forces reste équilibré.

Lors de son passage à Paris, un conseiller de Yasser Arafat nous a confirmé le mot d'ordre de l'OLP visant à l'arrêt des combats, tant est vive chez les Palestiniens la crainte de voir s'effondrer le dernier pays d'accueil de leurs principales bases. Pour les Palestiniens, il est une autre perspective de sortir de la crise actuelle qui peut s'avérer plus menaçante : le projet de front commun entre le Liban, la Syrie et la Jordanie — dont on a parlé ces derniers temps — impliquerait également que la résistance palestinienne soit domestiquée avant d'aborder des négociations globales avec Israël dans une position plus favorable pour ces pays coalisés.

Le conseiller d'Arafat, en réponse à notre question, a insisté sur la nécessaire liberté d'action, l'indispensable indépendance stratégique de la résistance palestinienne face aux intérêts d'Etat des pays arabes. Et même vis-à-vis de la Syrie qui semble jouer les arbitres. On a bien vu avec l'Egypte que ses intérêts d'Etat étaient loin de coïncider avec les buts de la résistance.

Plus que jamais, dans cette phase difficile de leur lutte de libération nationale, la vigilance est de rigueur chez les militants palestiniens.

Alain TLEMCEN ■

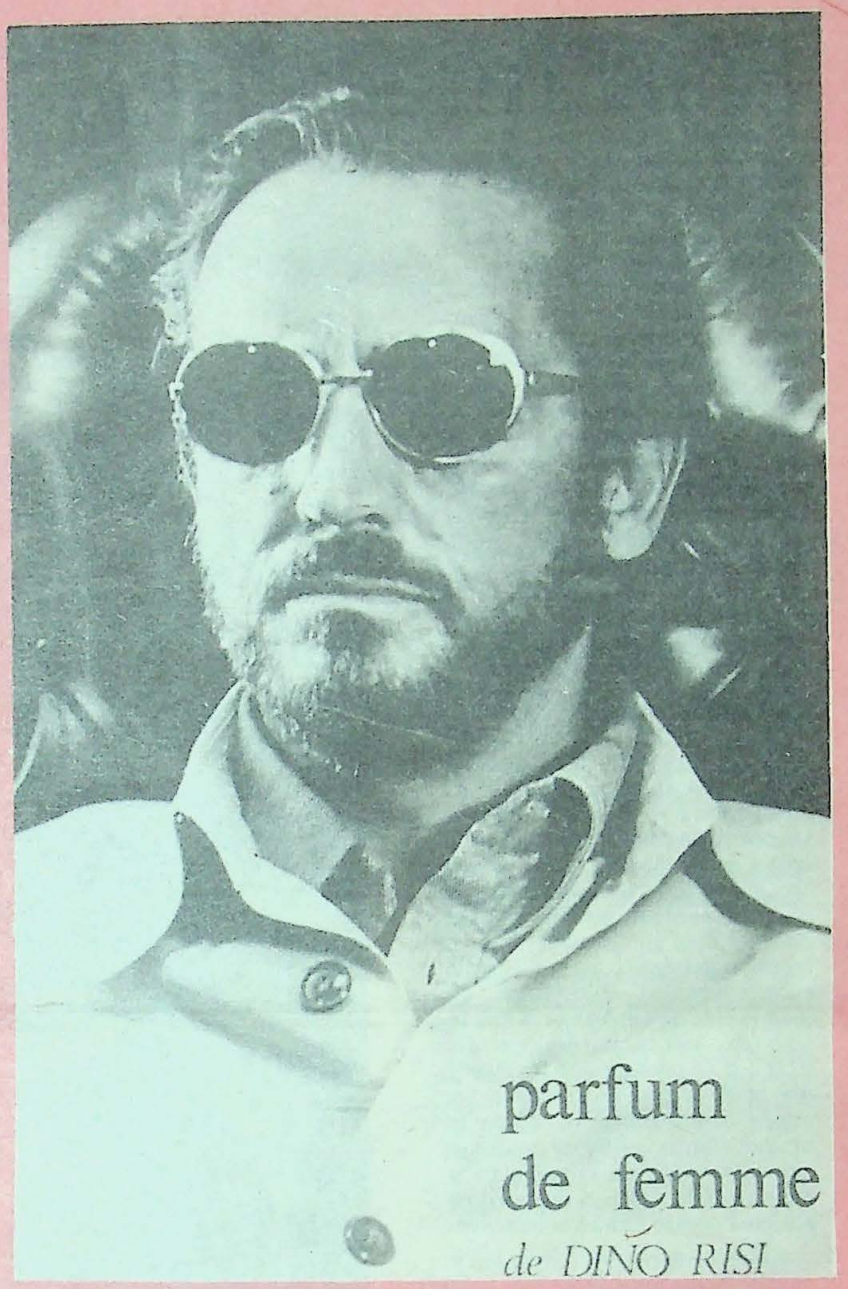
à propos de parfum de femme

un acteur symbole

Si la vue c'est la vie, Fausto est mort. Pourtant le héros aveugle du dernier film de Dino Risi manifeste face à l'existence une combativité à toute épreuve : franc buveur, blagueur intarissable, baiseur à tous crins, avec constamment une insatiable tendance à paraître. Cet ancien officier, blessé en manipulant en décontracté une bombe, semble relever le défi de son infirmité par une rage de vivre. Mais cela met aussi en relief les travers d'un caractère exécrable formé à la dure : l'institution militaire ne produit pas que des enfants de chœur. Volontiers dominateur, Fausto se montrera abominable avec le jeune appelé mis à sa complète disposition pour l'accompagner en voyage. Car Fausto a rendez-vous avec la mort à Naples, plus particulièrement avec un compagnon d'infortune, frappé comme lui de cécité.

Véridique mais pas vulgaire

C'est Vittorio Gassman qui compose le rôle de Fausto. Cet acteur — directeur d'un théâtre disparu qu'il a baladé dans tous les recoins de la péninsule, ce qui lui a fait prendre le goût et l'habitude du contact populaire — réalise dans Parfum de femme une prestation éblouissante. Sur la tradition de la comedia dell'arte, il ne théorise pas ; il l'a dans la peau et si le prix du festival de Cannes vaut encore quelque chose, il ne l'a pas volé. « Quand on représente la vérité, on n'est pas vulgaire » aime-t-il à déclarer. Et le paradoxe est que, même si son jeu cède volontiers au grotesque et à l'excessif, les personnages de composition qu'il incarne avec malice, font terriblement vrais.



Avec Parfum de femme il y a une prestigieuse démonstration de la façon dont un acteur peut utiliser son rôle pour révéler toute une situation, un contexte social, en modulant avec pertinence l'évolution psychologique du personnage interprété. Ainsi Vittorio Gassmann en officier aveugle suggère que cette agressivité devant la vie, cette morgue vis-à-vis de la faiblesse, a peine à cacher un complexe d'infériorité. Il veut paraître un surhomme, mais en fait se sent diminué. Lorsqu'il n'aura pas le courage en fin de compte de mettre comme convenu avec son compagnon fin à ses jours, il sera forcé d'admettre que la carapace qu'il a voulu se forger pour contrer sa cécité, ne lui évitera pas d'essayer tout simplement d'être un homme, un homme « comme les autres ».

Une idéologie individualiste symbolisée ici, révèle toute son impasse.

Affronter, par le biais de la comédie, le thème de la cécité, il fallait le faire ! Pourtant Risi et Gassman — tout en distillant à profusion plaisanterie et ironie mordante comme dans les autres films faits ensemble Le Fanfaron et Les Monstres — nous laissent, beaucoup plus avec Parfum de femme, un goût amer.

Un certain cinéma italien, l'objectif fixé sur les réalités de ce pays, fait preuve une fois de plus de sa capacité à croquer sur le vif un représentant bien typé d'une classe sociale. Ce cinéma là n'a pas fini de faire rayonner sa richesse et sa vitalité.

Alain TLEMCEN ■

les compagnons d'Eleusis

On sait l'importance que les Français attachent à « leur » feuilleton quotidien, celui de 19 h 45. La diffusion concomitante de deux feuilletons sur TF1 et A2 avait déjà suscité un tollé général. Actuellement, Les compagnons d'Eleusis d'Alain Grinberg divertissent chaque soir les travailleurs.

Un feuilleton bien fait, honorable, plutôt plus intéressant que la moyenne, basé sur le merveilleux, l'extraordinaire, le policier, bref tous les ingrédients censés plaire au public. Que l'histoire ne soit pas extrêmement bien ficelée, qu'elle soit bourrée d'invraisemblances, peu importe : de toutes façons, débitée en tranches, elle passe facilement.

Que peut-on lui reprocher, à ce malheureux feuilleton ? Il n'est pas pire que Les Fargeot, il est meilleur que Les Zingari, relativement attrayant. Ce qu'on doit lui reprocher, mais c'est un fait commun à la majorité des productions télévisées, c'est sa fonction d'opium du peuple.

Bien entendu, l'heure du feuilleton, c'est sacré, c'est le repos, le délassement, l'oubli des soucis quotidiens. On comprend aisément qu'après une journée de travail souvent harassante, les Français préferent les heurts et malheurs des compagnons d'Eleusis à par exemple un discours d'homme politique passant sur FR3 dans le cadre de Tribune libre. Et pourtant...

Et pourtant, sous l'apparente innocence de ce feuilleton gentillet, se cache, comme toujours, le discours de l'idéologie dominante. Les héros sont des privilégiés : un journaliste de radio, des banquiers, une fille de banquier, une antiquaire, des gens bien sous tous rapports, en particulier sous le rapport financier.

On pourrait penser que le thème du feuilleton — une société secrète qui décide de s'attaquer à la puissance de l'or — est une tentative de remise en question du moteur de la société capitaliste. Mais il n'en est rien. Le feuilleton se perd rapidement dans son sujet principal : l'Aventure, avec des emprunts à Tintin (bande dessinée particulièrement réactionnaire), à Belphégor, ancien feuilleton à succès, aux feuilletonistes du XIXe siecle, aux vieilles légendes.

Sous couvert d'aventure, donc, Les compagnons d'Eleusis véhiculent un nombre impressionnant de clichés réactionnaires : le journaliste chargé de mission qui cherche envers et contre tout à découvrir la vérité, la femme mystérieuse et fatale, et son corollaire, la petite dinde gentillette, les deux pôles de la condition féminine.

Il est important de ne pas absorber passivement, comme un divertissement innocent, les feuilletons télé qui sont faits par et pour le pouvoir en place, pour l'aliénation des masses, pour qu'elles supportent passivement leur sort, abdiquant toute combativité et attendant tranquillement leur dose quotidienne d'évasion.

Stéphane SOREL ■